

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 4 JANVIER  
N° 341 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

## CANARD ENCHAINÉ La liberté de la presse menacée

C'est une ordonnance doublement scandaleuse que le juge d'instruction Pinsseau a rendu dans l'affaire des écoutes du Canard Enchaîné. Trois ans après la tentative des agents de la DST de poser des micros dans les locaux du «Canard Enchaîné», non seulement la justice a rendu un non-lieu un 29 décembre pour empêcher que la partie civile fasse appel, mais, plus grave et plus scandaleux, c'est le principe même des écoutes dans un journal qui est ainsi justifié. L'ordonnance du juge Pinsseau risque de constituer une nouvelle et grave atteinte à la liberté de la presse. En effet, les faits sont établis, les responsabilités délimitées ; non contente d'abandonner les poursuites, l'autorité judiciaire justifie l'espionnage. Le principe même du droit au secret professionnel pour les journalistes est bafoué. Ce qui s'est passé au Canard Enchaîné peut se produire demain dans un autre journal, les attendus de l'ordonnance de non lieu assurent l'impunité aux plombiers de la DST. VOIR P. 6

## L'Europe de l'austérité

### ITALIE

- 20 % d'inflation
- 2 millions de chômeurs

### ANGLETERRE

- des sacrifices demande le gouvernement

### DANEMARK

- des difficultés annoncées

En Italie, Agnelli le PDG de la Fiat prévoit 20 % d'inflation pour 1977, les syndicats prévoient deux millions de chômeurs pour la fin de l'année. En Angleterre où les salaires sont bloqués, où l'inflation est de plus de 12 %, les syndicats prévoient pour 77 une vague de licenciements mettant sur le pavé 5 à 600 000 ouvriers. Au Danemark le gouvernement annonce le blocage des salaires à 6 % pour 77 et une réduction de la consommation.

L'année 77 est dans presque toute l'Europe l'année de l'austérité, dès les premiers jours. En 1976 en Angleterre et en Italie les luttes ont été importantes. Au Danemark même des «grèves sauvages» ont été organisées à la fin de l'année. L'année 77 sera ainsi une année de luttes de la classe ouvrière dans toute l'Europe.

Voir p.7

## Ariège le pays des hommes et du fer

L'Ariège s'est bien battue

Lire en p. 2

## CHINE SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS

LIRE EN P. 12

## 2<sup>e</sup> PHASE DU PLAN BARRE

# SALAIRES BLOQUES RECESSION CERTAINE



Grand remue ménage autour des étiquettes. Mais dans trois semaines, la baisse de la TVA sera oubliée.

Lundi soir Raymond Barre présentait à la télévision la deuxième étape de son plan. Son discours n'avait pas été prononcé au moment où nous mettons sous presse cette édition. Mais il est possible de tracer les grandes lignes de cette deuxième étape.

Le plan mis en route le 22 septembre comportait en effet une première étape dont l'élément essentiel était le soi-disant blocage des prix

jusqu'au 31 décembre 76. Le blocage est levé aujourd'hui et laisse la place à une «libération conditionnelle des prix industriels». Cela signifie que les entreprises vont être autorisées à relever leurs barèmes dans des limites acceptables. Acceptables par rapport à quoi ? Par rapport à la «politique de l'indice». Ces hausses vont être facilitées par la baisse de la TVA sur environ un tiers des produits (ceux qui jusqu'à présent étaient taxés à 20 % et le seront maintenant à 17,6 %).

D'autre part, les hausses des loyers —interdites en

principe au dernier trimestre 76— vont être autorisées jusqu'à 6,5 %. Mais comme les charges ne sont pas soumises à contrôle, les propriétaires vont se rattraper sur ce poste en prélevant notamment la hausse des produits pétroliers.

Enfin, les cotisations sociales vont être augmentées. Pour l'instant, avant la grande réforme annoncée pour avril qui va sans doute augmenter pour tout le monde, c'est le plafond des cotisations qui a été relevé de 14,2 % (cela touche les gros salaires).

Suite p. 3

## Barre : le seul optimiste

A l'issue d'un cours sur la baisse de la TVA destiné à nous faire croire que les prix vont baisser, Barre a proclamé qu'il faut «dissiper le scepticisme, éviter l'attentisme, écarter le pessimisme». S'il s'adresse à nous, disons tout de suite que ses mesures pour 77 ne sont pas de nature à susciter notre optimisme, notre enthousiasme et notre foi. Mais peut-être s'agissait-il d'une réponse à Giscard, évoquant pour le nouvel-an «1976, plus difficile que nous ne l'imaginions» et souhaitant 1977 «moins mauvaise que nous ne le craignons». Drôle de partage des tâches qui consiste à souffler en même temps le chaud et le froid dans le but de faire passer un plan qui reste en tout état de cause profondément anti-populaire.

## «LES CADEAUX DU NOUVEL AN»

### ● De nouveaux licenciements

Dans la textile : SOVOCEM (Roubaix), Krassé (Troyes)...

### ● Licenciements confirmés

Dans la construction navale (AFO), la machine-outil (Mecano) et l'imprimerie de laur (G. Lang)

### ● Evacuation policière d'Hélio-Cachan

#### GREVE DANS LES IMPRIMERIES DU LABEUR HIER

Un nombre important de travailleurs du Livre ont fait grève hier dans le secteur «labeur» pour protester contre l'évacuation par les bandes policières des travailleurs occupés de l'imprimerie Hélio-Cachan dans l'Essonne.

Un meeting de protestation était convoqué à 14 h 30 au siège du comité inter-syndical CGT du Livre Parisien par le syndicat.

Avec Hélio-Cachan, cela porte maintenant presque à une dizaine, le nombre des imprimeries occupées en France qui sont évacuées par la police. Il en reste encore : Chaix, Chauffour... qui sont menacées. La restructuration porte des coups sérieux à tous les travailleurs du Livre (et pas seulement ceux de la presse) particulièrement ceux de Georges Lang, à nouveau touchés par les licenciements.

Voir p. 5

## RÉGIONS

## ARIEGE:

# le pays des hommes et du fer L'ARIEGE S'EST BIEN BATTUE

Les maquisards de l'Ariège, ceux de Massat, de Betchat, de la Crouzette, de la Bastide-de-Sérou, de Rieucros, du Quérigut, se sont bien battus contre l'envahisseur nazi. Tout le peuple a protégé et soutenu son maquis. C'est une énorme conspiration qui s'est nouée dans toutes les villes et hameaux en Haute comme en Basse Ariège. L'Ariège fut une voie de passage importante vers l'Andorre pour les réfractaires au STO, les maquisards repérés, ceux qui devaient rejoindre les FFL... C'est par Auzat, Izourt, le port de l'Albeille (à 2700 mètres) que s'effectuèrent les plus nombreux passages. L'école communale d'Auzat, qui servait de halte, a hébergé pas moins de 1200 patriotes, à la barbe des Allemands qui occupaient le village ! Certains clandestins voyageaient par train, revêtus de la salopette, de la casquette et du brassard des agents de la SNCF. Cette «Résistance Fer», qui utilisait les femmes comme guides, convoyait les candidats jusqu'aux Pyrénées Ariégeoises, où les résistants et des contrebandiers les faisaient passer en Espagne. Nous nous sommes rendus à Rimont, village-martyr incendié par les bourreaux d'Oradour sur-Glane, pour donner la parole à ceux de Rimont et du maquis de la Crouzette.



Pendant la guerre d'Espagne de nombreux Ariégeois sont allés aider les Républicains, d'autres ont accueilli des réfugiés et ensuite les Républicains Espagnols sont venus les aider. «Sans eux je me demande si on aurait gagné la bataille. Ils avaient déjà fait la guerre, ils connaissaient les tactiques».

## L'INCENDIE DU VILLAGE DE RIMONT

TÉMOIGNAGE DE M. Louis GOUAZE  
(de Rimont).

«AU MATIN DU 21 AOUT 44, on a signalé une colonne qui venait de Saint-Girons, tous les hommes valides, nous nous sommes mobilisés d'office. On s'est rendus ici, on n'avait pas d'armes. Un groupe de maquisards espagnols étaient sur le mamelon qu'on appelle «le Castillon»; quand ils ont vu le convoi arriver au bas de la côte, au tournant, ils ont tiré une rafale et puis ils ont fichu le camp car ils n'avaient pas assez d'armes pour tenir. Les boches se sont déployés les uns par le chemin de fer, les autres par ici et ils sont venus au village. On n'a pas pu résister, on n'avait pas d'armes !

Quelques vieux sont restés. Les autres dont j'étais parti dans les bois du côté de Castelnaud, du Casalas. Je me rappelle, je suis monté sur un hêtre pour voir ce qui se passait. La première des choses, j'ai vu une maison brûler juste à côté de celle-ci. Puis ça

été la nôtre et puis les uns après les autres. Ils ramassaient les gens qui restaient dans les fermes par là. Ils ont fait un groupe d'une trentaine de personnes et ils ont gardé toute la journée dans le village. Vers le soir, les sentinelles ne sachant qu'en faire, les ont relâchés finalement. Plusieurs fois avant, ils les avaient mis en joue et ils demandaient principalement la femme du garagiste. Le garagiste était un résistant (il vient de mourir il y a quatre mois), la femme du garagiste était dans ce groupe. Personne n'a rien dit. Les sentinelles se sont lassées...

Presque toutes nos maisons ayant été brûlées, ils a fallu qu'on s'entraide pour vivre. On a construit des baraquements. Il restait juste les maisons près de l'église car, arrivés au fond du village, les allemands ont arrêté. Notre village a été fini de reconstruire seulement vers 1953».

1944 :

## La bataille de l'Ariège

### LES MAQUISARDS DE LA CROUZETTE, CONTRE LES MONGOLS D'ORADOUR

TÉMOIGNAGE DE M. Henri SOULA  
(de Rimont)

«Le maquis s'est formé en avril 44, les jeunes qui devaient partir au STO ont pris le maquis. Nous étions 100 à 127 Français sans compter les Espa-

armes, les munitions, les vivres, l'équipement et l'argent !

C'est le maire, nommé par Pétain qui a guidé les Allemands jusqu'à nous. On était encerclés, on a voulu passer en Espagne. On s'est réfugiés d'abord à Tour Laffont, cette nuit-là, il y avait un orage terrible. Le brouillard s'est levé dans la montagne, c'est lui qui nous a sauvés. De Tour Laffont on est allés à Durban, puis à Camarade. Là, on a pris deux miliciens et on les a fusillés. Dès qu'il y a eu le débarquement, on a été à Lavelanet chercher des armes. En plein jour, on a passé la ville de Foix, drapeau Français en tête sur les camions, personne n'a bronché. On est revenu au maquis, on s'est partagé les armes et on a attaqué. D'abord la libération de Foix : les combats se sont engagés le 19 à Foix dans la nuit, nous sommes allés en renfort. Les Allemands se sont rendus avec armes et munitions. Après on a attaqué Saint-Girons, ça a duré deux jours, on a eu affaire aux «Mongols», les assassins de Marsoulas et Oradour sur-Glane. Le vingt, St-Girons était libéré, nous sommes venus en renfort avec les copains à Rimont. Les Allemands avaient la pétauche, ils fichaient le camp avec tous les vélos qu'ils trouvaient. Manque de pot, ils sont encore tombés sur nous, et puis là, on avait des armes lourdes. On s'était divisés en petits groupes, chacun disposait d'un fusil mitrailleur et d'une mitrailleuse.

Nous étions disposés sur les crêtes, on leur fichait une giclée puis vite on se déplaçait et on allait ailleurs. Ils nous croyaient plus nombreux que nous n'étions, vous comprenez ! Ils n'ont pas hésité à mettre le feu à Rimont, mais à Castelnaud Durban, ils ont mis bas les armes. Là, nous avons eu le renfort des maquis de Lavelanet et de Tarascon. Le 22, la bataille de l'Ariège était gagnée».



par Pierre Pujol et Marie Denjean

## 1830 LA RÉVOLTE DES PAYSANS D'ARIEGE

### «LA GUERRE DES DEMOISELLES»

De 1829 à 1871, toute l'Ariège a connu la révolte des paysans acculés à la ruine par l'aggravation de leur misère. Armés de gourdins, parfois de fusils, le visage noirci, déguisés de chemises blanches, les paysans qu'on appellera les «demoiselles» ont tenu en échec nombre de gardes forestiers, de soldats et brûlé les maisons ou châteaux des riches maîtres de forge, à la fortune insolente.

Les bourgeois ont remplacé les nobles après 1789 à la tête des forges, des mines, des propriétés foncières : et chacun de chercher à faire appliquer une loi établie par sa classe pour qu'il soit encore plus riche. Les zones de libre pacage, libre usage de la forêt, qui permettaient aux paysans de vivre sont réduites à l'extrême, des impôts supplémentaires demandés par les gardes.

Une forte poussée de natalité avait empli les maisons de bouches à nourrir : les paysans en sont réduits à couper des broussailles, déterrer des racines pour se chauffer.

«Toute la forêt quelqu'en soit le propriétaire, est à tous». C'est en ces termes que le maire d'Orus résumera en 1871 la pensée des demoiselles. Commencée en avril 1829 dans le Couserans, la flambée de révolte gagne en janvier 1830 : «toute l'Ariège est à nous» diront les demoiselles de St-Lary. Les gens de Castillon en profitent pour assassiner un juge dont ils ne voulaient plus ; ceux de Massat pour raser le château. La troupe est appelée en renfort, mais plus ou moins figée dans les vallées, elle arrive toujours après la bataille et résiste mal aux tactiques souples de harcèlement des demoiselles «qui sont partout à la fois». Leur nombre atteint jusqu'à 800 dans certains villages !

#### UN SOUCI DE JUSTICE CONSTANT

A Audressein, la grange du garde forestier Ribet est détruite de fond en comble «mais les bestiaux qui s'y trouvaient n'ont éprouvé aucun dommage, parce qu'ils appartenaient au fermier du garde». Ailleurs, par voie d'affiches (qui servaient tantôt à menacer, tantôt à expliquer), elles prévenaient un métayer de Sentenac qu'elles n'en veulent qu'à son maître et qu'il «doit enlever son mobilier et ses effets personnels des métairies qu'on va attaquer».

#### PAYSANS CONTRE BOURGEOIS

La guerre des Demoiselles a opposé : d'un côté, les plus riches, les maîtres de forges, appuyés par l'appareil d'Etat (le préfet, l'armée dont 15000 hommes de troupe sont venus en renfort) et les gros propriétaires fonciers qui voulaient garder pour leur usage exclusif la forêt et les pâturages. De l'autre la paysannerie très pauvre souvent soutenue par les maires, les douaniers, les juges, les petits propriétaires qui avaient des intérêts liés. Les douaniers et postiers soutiennent les Demoiselles, au point qu'un préfet constatera «que la brigade de St-Lary n'est occupée qu'à manger l'argent de l'état puisque de sa vie, elle n'a fait une saisie».

#### ARRETÉ

##### DU PREFET

DU DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

Article 1<sup>er</sup> : Tout individu qui, à partir du 24 février courant, sera trouvé masqué, le visage barbouillé, une arme quelconque à la main, une chemise par dessus ses vêtements, ou revêtu d'un déguisement quelqu'il soit, sera immédiatement arrêté et mis à la disposition de M. le Procureur du Roi de l'Arrondissement.

Malgré sa misère, le peuple manifeste partout son soutien en nourrissant et protégeant les Demoiselles. Certains juges font traîner les affaires, donnent des peines légères préférant selon leur mot «le sens de la justice à celui de la légalité». Même les maires les aident ; pressé de questions, celui de Goulier en 1872 met «deux jours à retrouver le nom d'un habitant de sa commune» !

En 1832, les Demoiselles obtiennent la légalisation du droit de pacage. Les révoltes s'espacèrent en même temps que «les forges à la catalane» fermeront les unes après les autres, ainsi que les mines les moins rentables. La baisse de la natalité et l'exode rural finiront de saigner l'Ariège où les dernières «Demoiselles» poseront les armes en 1872.

2<sup>e</sup> phase du plan Barre

## SALAIRES BLOQUES, RECESSION CERTAINE

## Suite de la p.1

## QUELLES PERSPECTIVES ?

La grande question qui se pose aujourd'hui au sujet de la deuxième étape du plan Barre est de savoir comment va évoluer la situation économique dans les mois à venir. Pour l'instant la situation n'est pas brillante.

- pour les prix, les résultats sont maigres puisqu'en novembre la hausse de l'indice correspond encore à un rythme annuel de 10 %.

- le commerce extérieur reste très déficitaire.

- l'emploi continue de se dégrader.

- le franc flote toujours à bourse.

Les chances de réussite du plan Barre sont jugées très minces par tous les «experts» ; le seul point qui semble acquis pour la bourgeoisie c'est que les salaires vont être sérieusement rognés.

Le déblocage des prix, même compensé par la baisse de la TVA, se traduira certainement par une accélération des hausses car bon nombre d'entreprises vont «rattraper» le freinage des

prix du dernier trimestre, si bien que la baisse de la TVA sera complètement absorbée en un ou deux mois, là où cela n'est pas déjà fait par suite des hausses du mois de décembre. Mais le calcul du gouvernement c'est que cela devrait tout de même permettre de publier des indices un peu meilleurs juste avant les municipales (début mars, on ne connaît que l'indice de janvier).

Quant à la croissance de la production, qui conditionne en partie le niveau du chômage, les prévisions sont très négatives. Les experts de l'OCDE prévoient une croissance de 3 % pour l'année 77. Et rien ne prouve qu'elle ne sera pas encore plus faible. Cela veut dire *au moins* le maintien du chômage actuel. En fait, il est presque certain qu'il va augmenter. En effet le patronat investit peu. Les seuls investissements réalisés sont les «investissements de productivité» c'est-à-dire des achats de matériel permettant d'économiser de la main d'œuvre, donc jetant des travailleurs à la rue. Si la productivité croît en 1977

de plus de 3 % — ce qui est probable — le chômage devrait donc s'accroître encore.

## SOUTIEN SÉLECTIF

La politique économique de Giscard-Barre consiste à réformer toute relance globale de l'économie, comme vient de le rappeler le secrétaire d'État au Budget. Une telle relance signifierait en effet redonner des facilités de survie à un grand nombre d'entreprises par ailleurs condamnées par leur faible compétitivité.

Par contre des actions sélectives seront menées pour des secteurs particuliers. Le plan de 3 milliards mis au point pour la sidérurgie est le premier exemple de cette politique. D'autres secteurs comme les textiles synthétiques ou la machine-outil seront sans doute «aidés». Ces actions sélectives, qui vont contribuer à ralentir l'inflation, sont nécessaires aux yeux du patronat pour sauvegarder des secteurs stratégiques de l'économie française, contenir la récession dans des limites

tolérables. Le caractère sélectif de ces actions permet de limiter le soutien aux entreprises utiles au plan d'assainissement. Cette politique traduit la volonté du pouvoir d'accélérer l'assainissement de l'économie, de favoriser la restructuration — sur le dos de la classe ouvrière —

## RÉFORMES DE STRUCTURES

Elle devrait être complétée par des «réformes de structures» qui font actuellement l'objet «d'études» dans les hautes sphères de l'administration. Ces réformes auraient pour but de lever «des obstacles économiques» à l'assainissement et à la restructuration. Mais dans ce domaine le gouvernement se heurte à des contradictions politiques au sein même de la «majorité», Chirac étant prêt à se faire le porte-parole des bourgeois mécontents. La politique de réforme qui devrait être relancée après les municipales a donc de fortes chances d'être rognée avant même de voir le jour.

Sidérurgie  
Le plan Barre  
déjà compromis ?

L'annonce, dimanche matin, d'un plan d'aide de l'État à la sidérurgie s'élevant à trois milliards nouveaux, parue dans les deux journaux régionaux : le Républicain Lorrain et l'Est Républicain, donne lieu à des mises au point prudentes : «une anticipation hardie», selon les ministères concernés. La source de l'information est connue : il s'agit de l'inévitable JJSS, actuellement président du conseil régional de Lorraine, et dont le siège doit être remis en jeu jeudi. Messmer sera candidat contre lui pour le compte du RPR, et tout laisse à penser que le combat sera serré. Le leader centriste avait donc tout intérêt, dans ces conditions, à annoncer des mesures prouvant à la bourgeoisie locale l'efficacité de sa présence à la tête de la région.

Quel que soit, en tout cas, le chiffre retenu, il y a de fortes chances pour qu'il soit assez proche de celui avancé par Servan-Schreiber. Actuellement, deux dossiers sont en présence : l'un, élaboré par les trusts, est achevé, et l'autre, mis sur pied par l'administration, est assez avancé. La confrontation des deux devrait

aboutir à une décision fin janvier. Des nuances d'appréciation pourraient exister entre le patronat et l'État. Mais, en tout cas, deux points sont acquis : il y aura une restructuration, et cette restructuration se fera avec une aide importante de l'État.

Du point de vue des travailleurs, le résultat sera donc en tout cas les 14 000 suppressions d'emploi prévues voici quelques semaines. Parler, dans ces circonstances, d'actionnariat ouvrier, comme le fait JJSS, n'est même plus un attrape-nigaud ; cela devient une véritable insulte aux préoccupations des ouvriers lorrains.

L'aide à l'investissement à laquelle Barre se résoud dans une branche particulière ouvre la voie à d'autres revendications patronales, déjà formulées depuis le début de son plan. «Pas de relance», annonçait Barre en septembre. «Pas de relance globale», précise-t-il aujourd'hui. Ce qui veut dire une certaine relance quand même. Avant même d'avoir rencontré des succès significatifs, le plan gouvernemental se trouve compromis par de semblables accords.

## LA BAISSÉ DE LA TVA

## «Fin janvier, on la récupérera»

Dès hier matin, les magasins ouverts et concernés par la baisse de TVA affichaient les panneaux officiels «Baisse de la TVA, nos prix baissent aussi». Une publicité gratuite (et obligatoire, selon le bulletin officiel du 15 décembre), payée par l'État. Il ne semble pas que les commerçants et les grandes surfaces rechignent au changement d'étiquette. «C'est la loi, on est bien obligé de l'appliquer. Mais il ne faut pas lui donner plus d'importance qu'elle en a, à cette baisse», explique un marchand de chaussure, c'est valable que pour un mois. Dans un mois, on aura le droit de récupérer la baisse». C'est ainsi que ce commerçant a compris l'article du bulletin officiel : «Les entreprises procèdent dans les magasins de détail, pendant le mois de janvier 77, à l'affichage, visible de l'extérieur, du panneau édité par l'administration». C'est d'ailleurs ainsi que le ministère des finances veut bien qu'on comprenne son article. Chez Darty, où on procède aussi au changement des étiquettes (en laissant bien en vue les anciennes, pour pousser à acheter) calculatrice de poche en main, l'un des vendeurs est pessimiste : «C'est une opération publicitaire, du gouvernement, à mon



avis. J'ai de bonnes raisons de le penser, car les fabricants de gros blanc (machines à laver, cuisinières...) ont déjà prévu un «réajustement» de 6 % de leur prix pour la fin janvier !»

Et effectivement, il faut s'attendre dès la fin du mois à des hausses qui feront complètement oublier la baisse déjà bien limitée de la TVA. Il reste que pendant un mois, les magasins seront couverts, qu'ils le veuillent ou non, d'affiches de propagande gouvernementale. Il reste que grâce à cette manipulation, l'indice des prix baissera légèrement pour janvier. Barre compte en tirer profit. Mais qui en sera dupe ?

1) PRODUITS : accessoires pour automobiles, appareils de chauffage et d'éclairage, armes, munitions et articles de chasse, articles de bureau, bateaux de sport et de plaisance, bimbelotterie, bonneterie, camions, articles de camping, chaussures, confection, cristallerie, cycles, détergents, faïence et articles de table, articles de fumeurs, horlogerie (en métaux communs), instruments de musique, jeux et jouets, lingerie, lunettes (sauf si elles sont constituées de métaux précieux), machines à écrire, à calculer et à photocopier, articles ménagers et électroménagers, meubles, mercerie, motocycles de cylindrée égale ou inférieure à 240 cm cubes et toutes pièces détachées, outillage, papeterie et fournitures scolaires, papiers peints, parfumerie, passementerie,

peleterie autres que de luxe, piles électriques, pneumatiques, peintures et vernis, produits de parfumerie et de beauté, quincaillerie, revêtements de sols, tapis, récepteurs de télévision et accessoires, textiles, tracteurs, vêtements.

2) SERVICES : affichage, publicité, annonces (à l'exception des demandes d'emploi dans certaines conditions), agences d'affaires, entretien et réparation (automobiles, ascenseurs, appareils ménagers, matériel téléphonique, agricole de travaux publics), gardiennage, garde-meuble, location de véhicules, déplacements automobiles, de matériel agricole ; nettoyage de locaux, salons de coiffure de catégorie de luxe, soins d'esthétique et de beauté, travail temporaire, transport de marchandise.

## En bref... En bref...

## ● BARRE ET LES PRIX

Dans son discours d'hier soir, Barre a déclaré : «Je rappelle ces diverses dispositions pour que les acheteurs prennent garde à des hausses brutales et abusives de prix auxquelles pourraient procéder certains vendeurs». S'il s'agit de nous faire croire que la hausse des prix est le fait d'une minorité de commerçants, l'expérience de tous les jours prouve bien le contraire. Mais c'est encore une manifestation de l'incertitude de ce pouvoir, que de s'en prendre ainsi à une des couches qui constitue un de ses soutiens sociaux.

● A propos de la question de sa réélection à la présidence du Conseil Régional de Lorraine, et de la concurrence que Messmer lui fait pour le poste, Servan-Schreiber a déclaré : «Il n'est pas utile qu'il y ait des agressions extérieures».

● «DIFFICILE»  
«Monsieur Emploi», Cheix, a déclaré : «1977 se présente de manière difficile». Il a cherché

à excuser le chômage en affirmant : «Les problèmes d'emploi sont longs à résoudre, notamment ceux qui concernent les jeunes et les femmes».

● «Bannissons de nos esprits l'idolâtrie de l'État», a déclaré Giscard devant les «corps constitués», c'est-à-dire les représentants des hauts-fonctionnaires. Une nouvelle vague de la politique des «réformes» serait-elle impliquée par cette petite remarque ? Ce n'est pas impossible : la «régionalisation» est, avec l'Europe, un des thèmes favoris des centristes, qui les a toujours opposés à l'UDR.

Par ailleurs, Barre a rappelé à l'occasion de ces mêmes vœux officiels que Giscard «représente la continuité des institutions», cela évidemment en contradiction avec ceux qui, comme le RPR, souhaitent utiliser leur position dominante au parlement. A quoi le président de la République a fait remarquer à son tour qu'il n'aurait pas la mémoire courte, et reconnaîtrait à l'avenir ceux qui sont aujourd'hui ses vrais amis.

## LUTTES OUVRIÈRES

## Métallurgie : JOURNÉE NATIONALE D'ACTION LE 5 JANVIER

Pour obliger l'Union des Industries Métallurgiques et Minières à «prendre au sérieux la volonté des deux centrales CGT et CFDT de décider de nouvelles initiatives d'action contre le chômage et pour la création d'emplois, en 77» selon les dires de G. Séguin, une première journée «d'action et d'expression» des travailleurs de la Métallurgie a été convoquée pour mercredi par la FGM-CFDT et la FTM-CGT, à l'occasion de la réunion de la Commission Nationale Paritaire de l'Emploi, au siège de l'UIMM. Cette initiative d'avertissement, ponctuée d'arrêts de travail de quelques heures et d'envois de délégations aux chambres patronales et préfectures sera traditionnellement couronnée d'une conférence de presse syndicale, mais cette fois-ci commune à la CGT et la CFDT, et par une délégation nationale le 5 janvier à 16 h au siège patronale. Alors que les licenciements dans la machine-outil et la construction métalliques déferlent et que le chômage partiel fait rage dans toute la sidérurgie et le véhicule routier (Saviem, Berliet) et que 14 000 licenciements dans les trusts sidérurgiques sont annoncés, la riposte syndicale démarre à la manivelle, la fraîcheur du temps des municipales qui s'ouvre semble gripper le moteur des actions confédérées !

S.R

### 200 OUVRIERS DE DECAZEVILLE OCCUPENT PENDANT 2 HEURES LE SIÈGE DE CREUSOT-LOIRE

Ils étaient 200 métallos, à la fin de la semaine, venus des Ateliers Usines et Métallurgie de Decazeville (Aveyron), à occuper les bureaux de Creusot-Loire, à Paris. Principal actionnaire de leur entreprise, Creusot-Loire mène une politique de restructuration qui ne prévoit rien de moins que plusieurs centaines de licenciements. Parallèlement à cela, le trust se livre à

une intensification forcée des cadences dans l'aciérie, doublant la production par rapport aux 5000 tonnes de métal initialement prévues comme le seuil de productivité.

Mis au chômage technique depuis Noël, les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, le maintien de l'usine est essentiel : c'est maintenant la principale entreprise du vieux bassin minier, et ils sont décidés à ne pas laisser faire ces licenciements. Creusot-Loire devra compter avec eux cette année !

# VOEUX DE LUTTE

## CIP HAINSE

### «EN 77, LES JOURNAUX PARLERONT ENCORE DE NOUS»

Il pleuvait vendredi soir à Haisnes-La Bassée. Mais, à l'entrée de l'usine CIP, le drapeau rouge flottait dans le ciel, et le portail était toujours orné de la bannière «CIP vivra, CIP vaincra !»

Nous sonnons. «Ah, c'est vous ; entrez vite, le réveil n'est pas fini». Au fond de la cour un bâtiment éclairé ; autour de la table, les ouvrières de l'usine, qui ont invité des travailleurs de la région. «Vous tombez bien : nous venons de

téléphoner aux journaux locaux et aux agences de presse, pour leur rappeler qu'en 1977 ils auront encore à parler de nous».

Depuis 18 mois qu'elles luttent pour leur emploi, elles n'ont pas baissé les bras malgré la suppression des 90 %. Il y a 15 jours encore, elles organisaient à Liévin trois journées de popularisation, avec vente des vêtements qu'elles ont recommencé à produire pour se payer. Les familles

de mineurs étaient venues nombreuses.

«Cette année, il y a une fondue bourguignonne l'an prochain, ce sera une savoyarde. A moins que...» Une proposition de rachat par un industriel belge est dans l'air. «Nous, on ne nous a rien dit. De toutes façons, ce qui nous intéresse, c'est d'être réembauchées». Pour les ouvrières de la CIP, l'année 77 démarre avec une grande détermination.



## LIP

\* UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL CFDT DE LIP :  
«Le vœu principal que je formule c'est que tous les travailleurs en lutte s'unissent et participent encore plus nombreux au combat actuel...»

L'année 77 j'estime qu'elle va être pire que 76 au niveau économique : le chômage va augmenter, des entreprises vont fermer, des licenciements vont avoir lieu, et le pouvoir va tenter de s'attaquer encore plus au niveau de vie. Précisons : ça c'est le programme du patronat et du gouvernement ! C'est cela qu'il faut combattre ! Et pour cela travailler à la construction d'un rapport de forces suffisant !

## AIR FRANCE

\* UN TRAVAILLEUR D'AIR FRANCE :

Je pense que la chose que l'on pourrait souhaiter c'est que les travailleurs gardent leur travail et pas à n'importe quelle condition ! C'est vrai, par rapport à Air France, il n'y a pas de problème actuellement à ce niveau là mais c'est l'attaque peut-être la plus importante de la part du patronat aujourd'hui ! On n'en parle peut-être pas assez, et il faut la combattre ! 77, ce sera une année de luttes, obligatoirement. La situation ne va aller qu'en s'aggravant !

RETARD POUR  
LE PROGRAMME  
NUCLÉAIRE !

### 3<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE AUX CHANTIERS EURODIF DE PIERRELATTE

La bourgeoisie a décliné bien du mal à mettre en place son programme nucléaire ! A Pierrelatte, (Drôme), c'est de nouveau la grève chez les ouvriers des entreprises GMT et Borel qui construisent l'usine de fabrication d'uranium enrichi, pour Eurodif. Depuis 3 semaines, ils ont arrêté le travail et mis en place des piquets de grève à l'entrée du chantier. Les revendications : augmentation des salaires, indemnités de déplacement égales et fixées à 65 F par jour calendaire (et non plus par jour de travail), réajustement des indemnités d'intempérie.

Ils ont déjà remporté un premier succès : les patrons voulaient les faire condamner à retirer leurs piquets de grève. Par leur mobilisation, les travailleurs ont obtenu leur maintien.

Déjà au printemps 76, ces travailleurs avaient fait grève pendant 4 semaines pour obtenir l'augmentation de leurs salaires et, des primes ; ils avaient repris le travail victorieusement, se faisant également payer une partie des jours de grève.

## AFO (ATELIERS ET FORGES DE L'OUEST)

### LE «PLAN ETCHEGARAY», SAUVETEUR OU FOSSEYEUR ?

Après le Comité Central d'Entreprise à Paris, les Comités d'Etablissement à St Nazaire et Brest, nous avons un peu mieux vu se dessiner les intentions d'Etchegaray le nouveau PDG des AFO.

Dans une lettre au personnel, il annonce un véritable plan dit de «sauvetage». C'est donc que le premier, celui du 4 juin, avait échoué. Mais le plan impose des conditions qui sont inacceptables pour les salariés et leurs syndicats.

En effet, son plan comprend deux parties : la première qui comporte un certain nombre de décisions imposées à l'ensemble du personnel, portant sur l'évolution des salaires en 77, et sur de soi-disant actions de formation ; la seconde qui concerne la suppression d'une partie du salaire et d'avantages sociaux, mesures inégales pour chaque établissement et beaucoup plus importantes à St Nazaire. Ces mesures négociables aboutiraient, si elles étaient appliquées, à diminuer de 14 % environ le niveau de vie du personnel des AFO !

En le présentant, les dirigeants de l'entreprise ont tout simplement signé l'arrêt de mort, puisque son acceptation est la condition sine qua non de la participation de l'Etat et des actionnaires. Or, le plan est inacceptable, nous allons dire pourquoi.

#### 1<sup>o</sup>) LES SOLUTIONS IMPOSÉES

Un premier aspect, c'est l'évolution des salaires pour 77.

(...) L'horaire restant à 40 h par semaine, cela revient à dire que les travailleurs des AFO continueront, comme en 76, à perdre en 77, 15 à 16 % du pouvoir d'achat qu'ils avaient fin 1975.

Enfin, les promotions sont pratiquement supprimées.

Le deuxième point, c'est ce que le PDG ose appeler des actions de formation. 300 personnes au total, dont 130 à St Nazaire ne pourront être employées en 77.

(...) Nous considérons donc que ces «actions de formation» ne sont pas autre chose, à terme, que des licenciements déguisés. Direction et gouvernement n'ont pas le courage de le dire ; et il n'est pas honnête

de demander aux syndicats et au personnel de se prononcer sur cette partie du plan, alors que nous ne savons pas ce que sera la dite convention.

#### 2<sup>o</sup>) LES SOLUTIONS A «NÉGOCIER»

La direction a donc relevé un certain nombre d'anomalies, avantages, primes, qu'elle voudrait bien supprimer. Mais tout cela étant contractuel, elle a besoin de notre accord pour le faire.

Elle prétend entre autres :  
- diminuer nos salaires de base de 10 % ;  
- supprimer 3 jours de congés et 4 de maladie ;  
- diminuer la subvention au comité d'établissement de 3/7ème ;  
- supprimer de nombreuses primes en rapport avec l'ancienneté, le travail, les déplacements à courte distance.

Elle veut diminuer ses prix de revient de 20 %. Pour l'instant «l'ardoise» proposée atteint seulement 14 %. C'est pourquoi, elle nous a ainsi proposé de lui trouver d'autres moyens pour l'aider à atteindre ces 20 %.

Cela n'empêche pas toutefois, que si ces mesures

étaient acceptées par nous, l'ensemble entraînerait, par rapport à la fin 75, une diminution de niveau de vie de 30 %.

Mais il faut aussi souligner que malgré tout cela, nous n'avons aucune garantie pour l'avenir, puisque la direction envisage toujours l'utilisation du chômage partiel pour le personnel resté dans l'entreprise et cela, avec un accord de garantie de ressources encore plus sévère que l'actuel !

Voilà donc l'ensemble du plan proposé par la direction et dont le PDG, dans une déclaration à l'ensemble du personnel, déclare : «Ne pas accepter ces efforts proposés, c'est m'ôter toute chance de réussir le redressement et amener la fin de l'entreprise».

«Les pouvoirs publics (par le financement du plan de formation) et les principaux actionnaires (par une augmentation du capital) sont prêts à prendre leurs responsabilités. Au personnel de prendre les siennes».

#### 3<sup>o</sup>) LA RÉPONSE DES TRAVAILLEURS

Les syndicats des AFO CFDT et CGT et les tra-

vailleurs pensent que ces propositions sont inacceptables et ils viennent de le confirmer par un vote. Jamais encore, un plan de redressement n'était allé aussi loin. Il n'est pas interdit de penser que c'est un ballon d'essai pour d'autres entreprises en France, en un moment où le capitalisme se montre impuissant à juguler la crise économique. Les travailleurs des AFO ont considéré qu'ils sont eux aussi, en ce moment, à l'avant garde de la lutte des travailleurs du pays !

Nous avons dit ce que nous pensions de la direction mais nous accusons aussi l'Etat de participer à la suppression des AFO tout au moins à St Nazaire, ce qui entrerait dans le cadre des restructurations du 7ème plan.

On veut cacher cela derrière un ultimatum, qui voudrait rendre syndicats et travailleurs responsables de ce que l'on a préparé.

Nous disons non : Les coupables ; ce sont les patrons et le gouvernement.

Syndicats CGT et CFDT des AFO (Extraits de l'APL Ouest Information n°168)

## LUTTES OUVRIÈRES

150 LICENCIEMENTS  
CONFIRMÉS CHEZ LANG271 ENVISAGÉS PAR LA DIRECTION  
DE L'IMPRIMERIE !

A nouveau les établissements G. Lang à Paris (19<sup>e</sup>) sont touchés par les licenciements. Courant janvier 150 licenciements fermes sont annoncés par la direction, «pour raison économique». Mais, en fait, il faut y ajouter 50 autres travailleurs qui, ayant refusé de suivre le déplacement à Aulnay de l'atelier de brochure seront également licenciés. Sans compter 70 autres emplois menacés et dans un premier temps mutés sur une autre unité de G. Lang, à Argenteuil. La section Labeur du Comité Intersyndical du Livre Parisien (FFTL-CGT) chiffre à 271 licenciements réels la restructuration de l'imprimerie Lang et dénonce le fait que les 50 travailleurs qui ont refusé leur mutation à Aulnay aient vu leur contrat de travail rompu.

Une consultation du personnel en vue d'une

riposte à ces suppressions d'emplois et mutations arbitraires avait été programmée pour ce début de semaine, la grève de 24 h du Labeur a permis que de nombreuses discussions se mènent sur la forme et l'ampleur de la réplique.

Les nouvelles provocations policières contre Hélió-Cachan et l'important contentieux salarial dans le Labeur crée une situation nouvelle, favorable à un mouvement de lutte large autour de Lang et des licenciements qui frappent à nouveau l'en-

treprise. La question de continuer après le mouvement de grève de 24 h du Labeur est désormais posée pour sauvegarder l'emploi sur place chez Georges Lang !

S.R



## APRÈS L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS D'HÉLIO-CACHAN

## Grève de 24 h... mais quelle suite ?

Un nombre important de travailleurs du labeur ont fait grève hier pour protester contre l'évacuation par les CRS du Ponia des travailleurs en lutte de l'imprimerie Hélió-Cachan. Et hier, au meeting de protestation convoqué à 14 h 30 au siège du Comité inter-syndical CGT du Livre Parisien par le syndicat, plus d'un millier de travailleurs, pour l'essentiel du labeur, étaient présents. Avec ceux d'Hélió-Cachan,

ceux de Lang, Chauffour montraient ainsi leur ferme volonté de faire échec à ce nouveau coup de pouvoir.

Une initiative positive va être prise aujourd'hui, rappelée d'ailleurs par un responsable de l'UD CGT 91 : celle d'une manifestation dans la zone industrielle de Longjumeau. Mais au-delà quelle riposte ? A l'évidence, une grève de 24 heures à elle seule ne saurait être une riposte suffisante pour faire

reculer le pouvoir ! Et rien d'autre n'est proposé. Et déjà, pourquoi isoler les travailleurs de la presse de ceux du labeur ? Pourquoi ce refus d'une riposte commune ? Ce sont ces questions qu'ont posé de nombreux travailleurs du labeur hier, pendant les discours des dirigeants syndicaux. Tel cet ouvrier d'Hélió Cachan «On divise presse et labeur pour le Parisien, on était tous en grève, on ne

tient pas compte de gars qui occupent leur boîte».

Soulignant par là que la mobilisation opérée par la direction syndicale du labeur était encore moindre que celle ayant eu lieu pour le «Parisien Libéré». Ce qui n'est pas peu dire quand on sait que la FFTL faisait reprendre le travail à cette occasion, au bout de 48 heures sans que même des négociations sérieuses aient été envisagées !

## CENTRE NUCLÉAIRE A MARCOULE

3<sup>e</sup> MOIS DE GRÈVE

70 jours déjà : 120 travailleurs de l'usine de retraitement de combustibles irradiés de Marcoule entament leur 3<sup>e</sup> mois de «grève bouchon». Ils bloquent la production de leur entreprise qui, signalons-le, est la 1<sup>re</sup> usine de retraitement qui a été construite dans le pays.

Alors qu'à la Hague, les travailleurs ont temporairement repris le travail, eux continuent pour obtenir satisfaction.

Ils réclament un nombre important de revendications :

- Le maintien des activités du cycle combustible.
- Le maintien pour tous de la convention de travail jusqu'à la mise au point (et l'application) d'une convention collective nationale pour tous et qui contienne «au minimum les mêmes avantages».

Les grévistes réclament en outre le maintien des régies temporaires, c'est-à-dire le maintien de l'emploi des travailleurs temporaires qui une fois le travail demandé effectué sont renvoyés aux agences intérimaires genre Manpower qui en dispose selon son bon gré et les aléas de la production capitaliste. Plus gé-

néralement et pour l'essentiel, cette lutte traduit le refus du démantèlement du C.E.A. au profit de la société COMEGA (Compagnie Générale de Matériaux Nucléaires). Un tel démantèlement signifierait une augmentation considérable des dangers lors du travail. Enfin, point non moins important, les travailleurs du centre exigent aussi la levée de toutes les sanctions : il s'agit des mesures partielles et camouflées mais bien réelles de lock-out décidées par la direction. En effet, elle a pris la décision de réduire les horaires de travail de 8 heures par semaine

pour 700 travailleurs sur 1800 que compte le centre.

- Levée du Lock-out !
- Satisfaction des revendications !

La signification et les conséquences de cette mesure sont expliquées clairement dans la motion, dite «Motion Marcoule» qui a été adoptée hier, lors de l'assemblée générale quotidienne :

«Le pouvoir, l'administration, la direction du C.E.A. portent l'entière responsabilité du démantèlement du C.E.A. La direction emploie tous les moyens pour mener à bien cette politique néfaste aux travailleurs. L'ensemble des travailleurs avec leurs organisations syndicales CGT, CFDT et FO, dénoncent la répression de la direction qui a réduit les horaires pour les travailleurs en 3 x 8. C'est une opération qui porte atteinte au pouvoir d'achat, c'est une

atteinte au droit de grève, c'est une manœuvre de division».

C'est une manœuvre de division en effet qui est loin d'avoir eu les effets escomptés, bien au contraire ! Quand les organisations syndicales disent «il n'y a pas d'un côté, ceux qui ne le sont pas de l'autre» ce n'est pas un vain mot. Il en est pour preuve les deux jours de salaire que nombre de travailleurs versent à leurs camarades afin qu'ils puissent poursuivre le combat engagé dans les meilleures conditions. Il en est pour preuve enfin, que pas plus tard qu'hier, alors qu'était portée la motion à la direction, c'est 80 % du personnel au bas mot qui s'est massé sur le parcours à cette occasion et qui en outre a assisté à l'assemblée générale !

Non, le pouvoir Giscard-Barre n'enterrera pas la lutte des travailleurs de Marcoule ! C'est eux qui le feront reculer !

R. FEUILLET

Monin Ordures Services  
(Lyon)LES  
TRAVAILLEURS  
PRÉPARENT  
LA RIPOSTE

CORRESPONDANT LYON

Hier soir, s'est donné une conférence de presse à l'Union Départementale CFDT du Rhône : un représentant de l'Union Départementale, un de la Construction Bois et des ouvriers chargeurs de Monin Ordures Service.

Pourquoi cette conférence de presse : parce qu'il est impératif de faire une information très large par la presse et dans les entreprises, sur les 130 licenciements individuels de chez Monin Ordures Service.

Cette semaine, c'est un travail prioritaire si l'on veut envisager des actions de plus grande ampleur. Nous reviendrons demain sur l'ensemble de ces aspects de cette affaire ; mais le fond du problème, c'est que la direction de Monin Ordures Service licencie l'ensemble des chargeurs : c'est ce qu'elle a annoncé le 28 décembre, sans autres explications au délégué du personnel. Ce n'est que le lendemain que les ouvriers apprendront, par l'inspecteur des Transports (qui joue le rôle d'inspecteur du travail), que 230 travailleurs vont être licenciés «pour faute grave» : la faute grave est que le lundi 27, et le mardi 28 décembre, les chargeurs n'ont pas fait plus de huit heures par jour pour réaliser toutes les charges de travail, pratiquement triplées du fait de la grève de vendredi 24, du 25 décem-

bre qui était férié et du dimanche 26 et des fêtes de Noël : ils ont refusé de faire plus de 40 heures par semaine ; en effet ils travaillent 6 jours par semaine au minimum.

Depuis mercredi, la direction fait assurer le travail des chargeurs par des travailleurs immigrés : Léon Grosse, patron d'une entreprise de Travaux Publics, en grève, il y a quelques semaines a fait école. Le 30 et le 31 décembre les chargeurs ont reçu une lettre de «convocation préalable» leur annonçant qu'une procédure de licenciement est engagée, qu'ils sont actuellement mis à pied et les convoquant tous pour cette semaine, individuellement, à une entrevue avec la direction.

Hier lundi, s'est tenue une réunion du Comité d'Entreprise pour statuer sur le sort des cinq délégués du personnel chargeurs (tous les chargeurs syndiqués le sont à la CFDT) ; mais il n'y a eu aucun vote. C'est une combativité active des chargeurs, qui ont acquis des habitudes de luttes comme en témoignent les cinq semaines de grève d'avril-mai 76, que la direction veut briser.

Pour préparer la riposte, les travailleurs entament en plus des démarches administratives et juridiques, un travail d'informations et de popularisation.

## Saviem-Blainville

NOUVELLES  
PROVOCATIONS  
DE LA DIRECTION !

Une nouvelle fois, la direction de la Saviem-Blainville (Caen) veut dresser la maîtrise contre les travailleurs. Mercredi dernier une violente discussion opposait un travailleur à un agent de maîtrise, petit chef d'atelier. Peu de temps après, une rencontre a lieu (à la sortie du boulot, sur le parking de l'usine) et des coups sont échangés...

Résultat ? Licenciement de l'OS et félicitations pour le petit chef ! Cette attitude provocatrice de la direction vient souligner les «excès de zèle» que souhaite finalement la direction, en offrant à ce genre d'agent de maîtrise la haute paie pour faire les gardes-chiourmes ! Face à cela, il faut signaler une mobilisation insuffisante au secteur mécanique pour la réintégration du travailleur ainsi licencié. Un chômeur de plus ? La direction s'en moque bien, ainsi que de tous les travailleurs : ce qui compte pour elle, ce sont les profits qui rentrent dans sa caisse et que les gardes-chiourmes protègent... Mais à la Saviem, de nombreux travailleurs se demandent où l'on va, si les syndicats ne se manifestent pas plus pour défendre l'emploi auprès de la direction. Aujourd'hui un travailleur licencié sous un prétexte, demain pourquoi pas d'autres, si on laisse faire le bon plaisir de la direction ? Il faut réagir et défendre chaque licencié, y compris lorsqu'ils sont victimes de provocations de la maîtrise !

Correspondant Saviem

# POLITIQUE

## LE NUAGE D'ENCRE S'ÉPAISSIT

### Vers l'enterrement de l'affaire de Broglie

Les éléments apportés par le «Quotidien du Peuple» dans ses éditions de lundi ont été confirmés hier, lors d'une déclaration de Mlle de Varga à Europe 1 (qui se targue curieusement d'une information «exclusive»...). Celle-ci a déclaré que de Broglie avait rendez-vous, le jour de son assassinat, avec de Varga pour mettre au point deux nouveaux emprunts de 500 000 F sous sa caution princière, destinés au financement de la «Reine

M. de Broglie se porte bien.

D'autre part, la cour de cassation vient d'apporter un nouvel élément assez inquiétant pour la vérité (encore que nous avons bien peu d'illusions sur cette recherche par une justice pensée pour couvrir ceux qui risquent d'y être impliqués). La cour vient d'annoncer qu'elle statuerait la semaine prochaine sur le statut juridique de Simoné.



Giscard soutenant de Broglie pendant sa campagne électorale (janvier 73)

Pédaque». D'autre part, de Broglie devait recevoir une avance de 100 000 F sur les 120 000 F que lui devait le policier Simoné, par l'intermédiaire de de Varga. L'inaltérabilité du «mobile tout simple» que Poniatowski se vantait d'avoir mis à jour en moins d'une semaine apparaît flagrante. Et l'on est amené à se souvenir de cette phrase qu'avait eu le financier véreux de Varga, avant d'être inculpé : «*Tout le monde avait intérêt à ce que*

En sa qualité d'officier de police judiciaire (il était inspecteur), celui-ci bénéficie d'un «privilège de juridiction». La cour décidera donc quel juge sera éventuellement chargé de l'interroger. Curieusement, la cour ne se souvient de ce «privilège» qu'au moment où Simoné, qui a déjà été interrogé deux fois par le juge Floch, parle de commanditaires «plus haut placés». Qui lui a ainsi rafraîchi la mémoire ?

### L'EMPIRE D'AMAURY

Outre le «Parisien Libéré», le groupe de presse d'Amaury comprenait trois quotidiens : «L'Equipe», «le Maine Libre» et «le Courrier de l'Ouest» et plusieurs hebdomadaires et mensuels : «Carrefour», «Point de vue», «Images du monde», «Marie-France», «la France Agricole», «Aviation Magazine», «Liberté Dimanche», «France Football», «Cyclisme Magazine», «Football Magazine», «Athlétisme Magazine», «Rugby Magazine», «les Cahiers de l'Equipe», «le Guide de la neige», «Club-Miroir des Sports». Amaury est également propriétaire de l'Office de Publicité Générale, de Publicité Inter-Régions Sport et des Editions Sportives Françaises et il possède des parts dans le groupe «l'Information», le Palais des Sports... Enfin, son patrimoine immobilier comprend entre autres, l'immeuble du 18 rue d'Enghien, du 114 Champs Elysées, l'immeuble de la rue Michelet à Saint Ouen où le Parisien Libéré est actuellement imprimé, et d'un château à Vineuil-Saint Firmin.

● A Mulhouse la bibliothèque municipale a été détruite par une explosion criminelle.

colmater la brèche ouverte dans les flancs du navire.

● Le pétrolier est-allemand Bohlen, a fait une nouvelle victime, la troisième après le naufrage dans lequel ont péri 17 marins. Il s'agit d'un plongeur qui tentait de

Après Meysses, c'est la municipalité de Cruas en Ardèche qui a émis un avis défavorable à la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune.

## 3 ans après...

# NON LIEU DANS L'AFFAIRE DU "CANARD ENCHAÎNÉ"

Celui-ci a notamment déclaré en faisant part de cette décision : «*Profitant des fêtes de fin d'année, le juge Pinsseau a fait signifier une ordonnance de non-lieu dans l'affaire des écoutes du «Canard Enchaîné» au domicile élu par la partie civile, M. Roger Fressoz, c'est-à-dire chez moi, pensant que celui-ci ne pourrait interjeter appel dans le délai très court prévu par la loi, c'est-à-dire trois jours... Ce petit moyen illustre assez bien l'optique dans laquelle s'est placée la chancellerie depuis le début de cette affaire : parvenir à innocenter les fonctionnaires de police mis en cause...*»

Cette basse manœuvre destinée à empêcher la partie civile d'interjeter appel a échoué, mais elle est bien à l'image de toute l'affaire.

### LES «PLOMBIERS» DU CANARD

Le 3 décembre 1973, le dessinateur Escaro découvrait, en se rendant dans la soirée, dans les locaux du «Canard Enchaîné», trois policiers munis de talkie-

Le juge Pinsseau, chargé de l'instruction sur l'affaire des écoutes du «Canard Enchaîné», sur plainte de l'hebdomadaire satirique, a rendu une ordonnance de non-lieu. L'avocat du «Canard Enchaîné», maître Roland Dumas, a décidé de faire appel de cette décision inique devant la chambre d'accusation.

walkie, en stationnement devant la porte cochère de l'immeuble. Pénétrant à l'intérieur, il se trouve en présence d'ouvriers qui n'ont été demandés par personne et qui sont là en fait pour poser des micros. Aussitôt, le «Canard Enchaîné» porte plainte pour violation de domicile et tentative d'atteinte à la vie privée. Malgré l'obstruction du ministère de l'Intérieur dont le titulaire n'est autre que Marcellin, l'enquête au début avance. Le «Canard Enchaîné» qui fait sa propre enquête, met en cause nommément dix fonctionnaires de la DST

Des témoignages de gendarmes permettent d'établir que le soir du 3 décembre, des véhicules de la DST stationnaient effectivement à proximité du «Canard Enchaîné», ce qui devait être admis par le sous-di-

recteur de la DST. Certains policiers nommés par le «Canard Enchaîné» reconnaissent leur présence rue Saint-Honoré, mais prétendent que c'était pour une autre affaire ! Mais la direction de la DST interdit aux policiers concernés de répondre aux convocations du juge d'instruction, ce qui bloquera la progression de l'enquête. Prenant prétexte du refus des policiers de déférer aux convocations, le juge d'instruction a prononcé le non-lieu, pour la plainte de violation de domicile.

### LA JUSTIFICATION DES ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Sur la plainte de «tentative d'atteinte à la vie privée», il en arrive à justifier les écoutes téléphoniques, il

écrit en effet dans ses attendus : «*Attendu que la nature intime des paroles ou des conversations, objet de l'écoute, doit encore s'apprécier en fonction du caractère intolérable que revêtirait leur divulgation pour ceux qui les ont prononcées ou auxquels elles étaient destinées ; que là réside la protection voulue par le législateur envers chaque citoyen ; qu'on ne saurait étendre et appliquer cette notion à la cause, car des journalistes ne peuvent et ne pourraient en principe avoir, dans un local professionnel, que des conversations d'ordre politique, général ou professionnel, excluant par là même toute référence à la vie privée.*»

Il ressort de cela qu'en ce qui concerne les journaux, les écoutes téléphoniques sont légitimes. Moyennant quoi le juge Pinsseau a également prononcé le non-lieu sur la plainte d'atteinte à la vie privée ! Le non-lieu correspond en fait à une grave atteinte aux libertés démocratiques; atteinte qui s'ajoute à beaucoup d'autres dans la récente période.

## AMAURY : UN MILLIARDAIRE FASCISANT

Désarçonné par son cheval, Amaury, PDG du Parisien Libéré est mort des suites de ses blessures. Hier le préfet de l'Oise se rendait au château où le corps d'Amaury a été transféré pour honorer au nom du pouvoir, ce patron de choc fascisant. Dans la tradition du «Parisien Libéré», la presse pourrie annonçait qu'une enquête était ouverte pour déterminer si le cheval d'Amaury avait été dopé, insinuant que des ouvriers du Livre auraient été à l'origine d'un tel attentat.

Emilien Amaury avait commencé dans la presse aux côtés de Sangnier, créateur du mouvement chrétien à coloration sociale «Le Sillon», ancêtre du MRP. Sous l'occupation, prudent, il est chargé par Pétain du service de propagande de la Famille, mais en même temps il crée une organisation de résistance d'extrême droite : l'antisémitisme. Ce passé de «résistant» lui permettra ensuite de prétendre à des responsabilités dans la presse à la Libération. Il est nommé à la tête de la commission consultative de la presse et à la direction de l'agence Havas, et occupe ainsi un poste stratégique pour se constituer un empire de presse. Désigné à la direction de la coopérative qui reprend les biens de journal collabo «Le Petit Parisien», il manœuvre pour devenir rapidement le propriétaire du nouveau titre : «Le Parisien Libéré».

Amaury mettra tout le poids de son empire de presse pour soutenir De Gaulle, jusqu'à son retour au pouvoir, puis il donnera

son appui aux partisans de l'Algérie française et à l'OAS. Bidault qui fut un des dirigeants de l'OAS dans ses condoléances rappelle que : «*A l'époque poignante de la guerre d'Algérie, Amaury n'a jamais changé un mot ni une virgule à mes textes sans concession. Je ne peux rien oublier de ce qu'il a fait pour garder libres ma pensée et mon action.*»

Après les élections présidentielles de 74, il prendra quotidiennement position dans son torchon quotidien contre le «réformisme» giscardien, et en particulier contre la libéralisation de l'avortement, et la prétendue libéralisation du régime pénitentiaire.

### LE PARISIEN LIBÉRÉ : UN IGNOBLE TORCHON

Amaury n'avait pas oublié qu'il fut propagandiste à la famille dans le régime de Vichy, c'est les mêmes principes qu'il appliquait à la direction du Parisien Libéré. Bien que sortant rarement de son château, il composait lui-même la une : choix du

titre, et du fait divers retenu. A la «une», les grands événements étaient presque systématiquement ignorés, au profit de faits divers démesurément grossis et travestis : agression contre une octogénaire, bagarre de délinquants... Au besoin, s'il n'y a pas de photo pour illustrer l'événement, Amaury en fait faire une pour appuyer ce qu'il veut marteler dans la tête de ses lecteurs. Le monde du «Parisien Libéré» est un monde où les jeunes, sont tous des voyous à l'exception de quelques sportifs et font régner la terreur particulièrement sur les vieux, car ils sont lâches. Les qualificatifs les plus fréquemment accolés à «jeunes» sont : voyous, minets, drogués, lâches ; d'autres termes reviennent quotidiennement : foulos, agression...

Chaque jour Amaury s'en prenait à la prétendue libéralisation de la contraception et de l'avortement en particulier, démission de l'autorité, dépravation de la jeunesse. Le «Parisien Libéré» participe activement à l'intoxication policière pour créer l'insécurité et fait en permanence l'éloge de l'action policière, y compris lors des «bavures».

Le gouvernement sensible à ce rôle du «Parisien Libéré» n'a pas ménagé son soutien à Amaury au cours des 22 mois du conflit, allant jusqu'à fournir une protection policière permanente à l'imprimerie et au transport du «Parisien Li-

béré» et à faire évacuer par la police les travailleurs qui occupaient les deux imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites Ecuries.

### D'EXCELLENTES RELATIONS AVEC LE POUVOIR

Malgré son radotage quotidien contre la «libéralisation», Amaury entretenait d'excellentes relations avec le pouvoir giscardien. On le voit cotoyer Giscard d'Estaing et Poniatowski à la tribune officielle du tour de France. Il pourvoyait à l'argent de poche de Dominati ; le conseiller municipal RI de Paris était en effet appointé comme collaborateur au «Parisien Libéré», il touchait, il y a près de deux ans, 2 800 francs par mois, la somme a dû augmenter depuis pour fourniture d'éléments statistiques ou démographiques. Reconnaisant, Dominati avait remis à Amaury la grande médaille de vermeil de la Ville de Paris. Le député UDR d'Evry Boscher, le ministre de l'équipement Galley, le préfet de l'Essonne avaient donné leur agrément à Amaury pour la construction de locaux industriels sur l'emplacement d'un parc protégé de huit hectares sur la rive gauche de la Seine près d'Evry. Ce projet devait entraîner la destruction d'un château et le saccage d'un parc dans une zone théoriquement protégée.

Serge LIVET

## URSS :

LIVRAISONS D'AVIONS  
CONFIRMÉES POUR  
LE PÉROU

Le gouvernement péruvien a confirmé que le Pérou allait acheter du matériel aérien à l'Union Soviétique. Ce sera le premier marché d'armes soviétique dans cette région. «L'URSS nous a proposé du matériel aérien à des conditions sans comparaison avec les propositions du monde occidental» a déclaré Bermudes, le chef de l'Etat. «Mais cela ne signifie pas que nous serons influencés politiquement par l'URSS» a-t-il ajouté. Cela ne peut être le but immédiat de l'URSS ; elle cherche avant tout à ouvrir la route à d'autres accords militaires et civils pour se tailler une place dans la région, qui leur permettra par la suite de peser de tout leur poids dans les affaires latino américaines. Le choix du Pérou n'est pas un hasard : le pays avait besoin d'obtenir rapidement des armes pour faire face au danger de guerre agité par la Bolivie et le Chili. Pour obtenir un accès à la mer, le gouvernement bolivien demande le passage dans le territoire chilien frontalier du Pérou ; ce territoire avait été enlevé au Pérou par le Chili au cours d'une guerre à la fin du 19ème siècle qui avait également privé de façade maritime la Bolivie. C'est la résurgence de ce vieux conflit historique par Pinochet encouragé par

les USA qui sert de vecteur à la pénétration soviétique.

Dans ce contexte, le commandant en chef de l'armée bolivienne a mis toutes les forces en état d'alerte à cause des perspectives de guerre menaçantes. Aucun

accord n'est en vue pour l'accès à la mer de la Bolivie, le Chili ayant refusé qu'une administration trinationale supervise l'ancienne partie péruvienne pour permettre l'accès de la Bolivie à la mer.

VIOLENTE ATTAQUE  
SOVIÉTIQUE CONTRE  
«L'EUROCOMMUNISME»

Selon la revue «Kommunist», revue théorique du PCUS, l'euro révisionnisme n'est qu'un «snobisme provincial». Une chose est claire : les partis révisionnistes d'Europe affirment leur autonomie à l'égard de l'URSS, Brejnev appelle cela du snobisme provincial, autrement dit considère-t-il déjà l'Europe comme une province de l'URSS. La pensée dépasse les moyens : si Brejnev rêve de soumettre l'Europe au même régime qu'il soumet les peuples des républiques non russes en URSS, il n'y est pas encore parvenu. La résistance des peuples d'Europe l'en empêchera.

Mais une autre chose est claire : les dissensions s'aiguisent au sein du camp révisionniste. Et le parti révisionniste italien dit bien haut que les révisionnistes européens ne veulent pas «substituer les formules rituelles au débat réel». Et de citer comme d'un cas positif leur participation à la longue préparation de la conférence de Berlin. Le résultat en avait été que Brejnev avait du reconnaître officiellement l'autonomie des partis révisionnistes en Europe ! Les révisionnistes européens et notamment italiens poursuivent leur «snobisme provincial». Ce qui rend furieux Brejnev.

● URSS : LES FUSÉES  
SOVIÉTIQUES POR-  
TENT ATTEINTE À LA  
SÉCURITÉ DES  
AVIONS CIVILS JA-  
PONAIS

Le gouvernement japonais a demandé à l'Union Soviétique d'interrompre le lancement de ses fusées météorologiques dans le Pacifique, parce qu'elles sont un danger pour ses avions civils. De nouveaux lancements de telles fusées sont prévus du 5 au 7 janvier. Le ministère des affaires étrangères du Japon se réserve le droit de demander une compensation pour les dommages causés.

● HONGRIE : DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LA ROUMANIE ET LA YOUgoslavie : Au cours de la visite qu'il a effectuée les 20 et 21 décembre en Roumanie, le premier ministre hongrois a signé un protocole commercial pour 77 avec le premier ministre roumain, accord qui stipule une augmentation de 20 % par rapport à 76 des échanges commerciaux entre les deux pays. Un protocole sur l'échange des marchandises et des services, a été également signé entre la Hongrie et la Yougoslavie au cours de la visite effectuée par le premier ministre hongrois le mois dernier dans ce pays.

L'Europe de  
l'austéritéGRANDE  
BRETAGNE :  
EN 77,  
«TRAVAILLEZ,  
PRENEZ DE  
LA PEINE...»

«Le chômage restera élevé en 77. Il ne faut pas compter que ce sera une année facile». Le cadeau du jour de l'an de Callaghan aux travailleurs britanniques comporte un appel à la «patience compréhensive et au dur labeur», assorti d'une menace d'«accroître la fiscalité, de comprimer les dépenses publiques» et d'un appel à la collaboration de classe. «La clé de notre succès», a déclaré Callaghan, «résidera dans la coopération entre le patronat et les ouvriers au sein de chaque entreprise». Une «réussite» qui semble peu de nature à combler les vœux des travailleurs britanniques.

ITALIE : SOMBRES  
PRÉVISIONS  
POUR 77

«77 sera l'année la pire que nous ayons connue» déclare-t-on dans les milieux officiels en Italie. Les prévisions pour cette nouvelle année sont en effet très sombres : déjà réduits à la portion congrue par le plan d'austérité d'Andreotti, restriction sur la consommation de viande notamment) les travailleurs italiens devront faire face à des attaques très lourdes contre leurs emplois : selon les prévisions des syndicats, il y aurait cette année 550 000 chômeurs de plus cette année en Italie, ce qui porterait à 2 millions le nombre des travailleurs sans emploi.

Le produit national brut devrait diminuer de 1,5 %, estime le ministre de l'industrie, dans une déclaration au «Neuwsweek» Agnelli, le patron de la Fiat, a déclaré que l'inflation atteindrait 20 % et que les dettes de l'Italie n'augmenteraient pas car personne ne voudrait lui prêter de l'argent. C'est là une allusion à peine déguisée au blocage des prêts américains, et à la politique du silence observé jusqu'ici par Carter en ce qui concerne l'attitude qu'il compte adopter à l'égard de l'Italie. On en est aujourd'hui à une situation d'attente, et 77 sera à coup sûr l'année de l'ingérence des États Unis dans les affaires italiennes.

DANEMARK :  
LES BONS VŒUX  
D'AUSTÉRITÉ DE  
JOERGENSEN

Le premier ministre Danois a annoncé, à l'occasion du nouvel an à ses compatriotes qu'ils devraient cette année se serrer la ceinture : limitation des hausses de salaire à 6 % en 77, réduction de la consommation, afin, a-t-il dit, d'éviter un plus grand déficit de la balance des paiements. «La route devant nous, a-t-il ajouté, est plus étroite qu'elle ne l'était dans le passé».

## PORTUGAL :

Ce sont les vœux d'Eanes aux travailleurs portugais, appelés à se serrer la ceinture en 77 «pour éviter des sacrifices plus «peu», réduire la dette extérieure et rattrapper les réserves qui ont été «dilapidées». Réserves qui, de toutes façons n'enrichiront pas les travailleurs portugais.

BOURGES EN ÉGYPTÉ :  
PRÉPARATION D'UN PROJET  
D'USINE D'ARMEMENTS

Mardi Bourges ministre de la défense doit se rendre en Egypte. Depuis le voyage de Giscard en Egypte, le gouvernement français s'est engagé à participer à la mise en place d'une usine d'armements arabe en Egypte. Lors du voyage de Barre, cette question n'avait donné lieu à aucun accord précis. Cependant, l'Egypte, le Qatar, les émirats arabes unis et l'Arabie Séoudite ont décidé le 13 décembre de mettre en route le projet commun. Bourges s'est rendu en Arabie Séoudite principal financier du projet.

La question d'usine d'armements en Egypte est d'autant plus importante pour

l'Egypte que les soviétiques refusent de lui livrer des pièces de rechange depuis que l'Egypte a dénoncé l'accord soviéto-égyptien au nom duquel les soviétiques imposaient leur diktat ; la quasi totalité de ses armes sont d'origine soviétique. Les États Unis ont récemment décidé d'armer massivement Israël, rendant plus sensibles les problèmes pour l'Egypte.

L'impérialisme français essaie de compenser sa participation à l'usine d'armements commune, en arrachant des contrats que lui dispute àprement l'Allemagne de l'Ouest et la Grande Bretagne.

LA FRANCE NEGOCIE  
UN NOUVEAU CONTRAT SUR  
LE PÉTROLE AVEC  
L'ARABIE SAOUDITE

Les deux groupes français ELF-Aquitaine et Total négocient actuellement avec le gouvernement saoudien le remplacement du «contrat Jobert», signé en 74 pour des achats de 27 millions de tonnes et qui s'est achevé en 76, par un nouveau contrat portant sur 36 millions de tonnes de pétrole brut, à livrer sur 3 ans, contrat qui assurerait près de 10 % des besoins. Giscard se rendra en Arabie Saoudite du 23 au 26 janvier, en compagnie de d'Ornano, ministre de l'industrie et du commerce.

Maroc :  
178 OPPOSANTS AU RÉGIME  
DE HASSAN, JUGÉS HIER  
A CASABLANCA

Un nouveau procès s'est ouvert hier à Casablanca, celui de 178 progressistes, dont la plupart ont déjà passé de nombreux mois en prison. Parmi eux, des fonctionnaires, des étudiants, des lycéens, des ouvriers, des ingénieurs, des employés. Tous sont inculpés pour le même motif : atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, constitution illégale d'association, et agression ayant pour but de renverser le régime. Ils risquent des peines pouvant aller jusqu'à la réclusion perpétuelle.

Beaucoup ont déjà passé de longs mois en prison, sans communication avec l'extérieur ; un groupe de 79 personnes, pour la plupart arrêtées en novembre 74, puis un autre de 26 personnes arrêtées à peu près à la même date, pour la plupart des militants révolutionnaires appartenant aux mouvements du «23 mars» et «Ilaï Amam», ont été présentés aux tribunaux dès août 75, 111 personnes ont été déférées devant la cour de Casablanca en avril 76, au fil des mois d'autres inculpations ont eu lieu. Mais l'instruction véritable n'a commencé que pendant

l'été 76, pour aboutir, en ce qui concerne 105 cas, à un non-lieu. Restent aujourd'hui 178 inculpés, dont 39 seront jugés par contumace ; parmi eux, figurent notamment Abraham Serfaty arrêté en 74 après avoir été condamné en 73 à la

Hassan, peuplés de centaines d'opposants au régime. Mais le nombre des prisonniers connu ne rend pas compte de toutes les «disparitions» de personnes dont on n'entend plus parler pendant des mois, avant d'apprendre qu'elles ont été

scour de Serfaty a elle aussi été torturée pendant 3 jours parce que la police recherchait son frère. La torture est devenue chez Hassan une véritable institution.

Le 15 novembre dernier, une grève de la faim



Il existe au Maroc des centaines de centres de torture. Ici, celui de Casablanca.

réclusion à perpétuité, et trois femmes.

LA TORTURE :  
UNE INSTITUTION

Les traitements auxquels la plupart ont été soumis pendant leur détention, yeux bandés, mains liées, isolément d'avec l'extérieur, torture, sont le traitement habituel réservé aux prisonniers politiques dans les geôles de

torturées, sont devenues folles où sont mortes sous la torture. Ainsi d'Abdellatif Zeroual, Co-fondateur de l'organisation marxiste léniniste «Ilaï-Amam», entré dans la clandestinité en 72, jugé par contumace et condamné à perpétuité au procès de Casablanca d'août 73, enlevé en novembre 74 par la police, qui mourra en prison après avoir été torturé pendant 8 jours. La

commençait dans les prisons pour «exiger le droit légitime à un jugement ou à une libération» grève appuyée, à l'extérieur, par des manifestations dans les rues de Casablanca. Les 12 avocats de Casablanca chargés de la défense des accusés seront assistés par des avocats français, Amnesty International enverra un observateur.

S. Vallée

## INTERNATIONAL

## nouvelles d'Afrique

## Soutien aux peuples de Namibie et du Zimbabwe

L'Assemblée Générale des Nations Unies lors de sa dernière session a décidé pour 1977 de la création d'une «Conférence Internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie», «en vue de mobiliser le soutien et l'assistance du monde entier aux peuples de ces territoires dans leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance».

Cette conférence se tiendra à Maputo, capitale du Mozambique à une date qui n'est pas encore déterminée.

## Nombreuses victoires remportées par les combattants sahraouis contre leurs agresseurs marocains et mauritaniens

Dans un récent communiqué militaire le Front Polisario annonce avoir abattu deux avions marocains de type «Fouga Magister» près de Hagounia. L'un des pilotes a été capturé par les combattants de l'Armée Populaire de Libération Sahraouie (APLS) qui ont par ailleurs détruit l'ensemble des casernes des forces d'occupation à Hagounia et mis hors de combat plusieurs dizaines de soldats marocains.

Mi-décembre un convoi militaire marocain a été intercepté à l'Ouest de Haouza par les combattants sahraouis qui ont tué 25 soldats monarchistes, et blessé une vingtaine d'autres.

D'autre part à la même période l'APLS a attaqué le train minéralier de Nouadhibou qui sert à l'évacuation du minerai de fer de Mauritanie. Le Front Polisario annonce la mise hors d'usage de l'ensemble des wagons qui composaient le train lors de l'attaque qui a eu lieu près de Boulanouar, la destruction de la voie de chemin de fer sur des centaines de mètres, ainsi que la capture de 4 soldats mauritaniens faisant partie de l'escorte qui a eu 18 tués.

De plus 23 soldats mauritaniens ont été tués et 18 autres blessés au cours d'une embuscade tendue par les forces populaires de Libération Sahraouie la semaine précédente dans la région de Bir Ensaren. Une vingtaine d'autres ajoute le communiqué ont été mis hors de combat dans la région d'Oum Dreiga.

Sur le plan diplomatique, la République Arabe Sahraouie Démocratique déploie actuellement tous ses efforts en vue d'obtenir rapidement la convocation du sommet extraordinaire de l'OUA sur le Sahara Occidental.

## Le Frolinat a abattu un avion gouvernemental tchadien

Dans un communiqué militaire du 25 décembre le Frolinat (Front de Libération Nationale du Tchad) annonce avoir abattu un avion de chasse de l'armée tchadienne le 2 octobre dernier au dessus de Bao dans l'Ennedi. Cet avion faisait partie d'une formation de 2 chasseurs et d'un transport de troupes gouvernementales qui survolait l'Ennedi.

## «Libération» et bannissement en Afrique du Sud

Un certain nombre de prisonniers politiques sud-africains libérés mardi dernier ont été immédiatement assignés à résidence avec interdiction de quitter leur domicile la nuit et les week-end. De plus un grand nombre d'entre eux, a été banni par le régime raciste ce qui implique que les personnes bannies ne doivent plus être citées par la presse, qu'elles ne peuvent rencontrer plus de 2 personnes à la fois, ni quitter leur district de résidence. Parmi elles, Winnie Mandela, femme de l'ex-président de l'ANC (Conseil National Africain) Nelson Mandela qui est emprisonné à vie, est sortie de prison le poing levé, accueillie par de nombreux amis qui attendaient la sortie des militants «libérés».

Annette JANDET

## CARRILLO FÉLICITE LE GOUVERNEMENT

## La stratégie du PCE s'oppose à la lutte des peuples d'Espagne

Santiago Carrillo a adressé ses félicitations au roi d'Espagne et au gouvernement Suarez par l'intermédiaire de l'agence de presse yougoslave. Selon le chef du PCE, sa libération «témoigne du haut degré de compréhension du gouvernement pour les réalités espagnoles». Autrement dit, un brevet officiel de démocratie est ainsi décerné à Juan Carlos et son équipe, et le PCE de préciser sa

Les déclarations de Carrillo ne relèvent pas seulement d'un légalisme imbécile et du crétinisme parlementaire caractéristique des révisionnistes. C'est toute une stratégie mise en pratique depuis longtemps mais dont la nature s'est particulièrement accusée depuis la mort de Franco et dans le cours de la démocratisation de Juan Carlos.

En apparence les mots d'ordre du PCE sont les

mêmes que les revendications des masses : les masses veulent l'amnistie, le PCE également ; les masses exigent les libertés démocratiques, le PCE aussi ; les masses veulent la liquidation des institutions fascistes, le PCE aussi. Mais dans le cours même de la lutte cet accord apparent se craquèle. Tandis que les masses veulent engager le combat contre la bourgeoisie, le PCE veut participer à la

stratégie : «Nous sommes incapables d'obtenir la majorité aux élections. Nous luttons seulement pour une Espagne libre et démocratique» poursuit Carrillo. Voilà Juan Carlos rassuré : le PCE ne revendique pas tout le pouvoir, mais une participation fut-ce dans l'opposition au pouvoir à condition que cette participation soit légale.

tentative de solution de la crise de la bourgeoisie. Il propose le pacte national à Juan Carlos, quand les peuples d'Espagne, notamment le peuple basque se dressent contre l'État centralisateur franquiste. Il réclame la légalisation du PCE quand les masses manifestent pour l'amnistie totale et inconditionnelle. Il disparaît de la scène quand les masses défilent par dizaines de milliers contre la vie chère et l'austérité et signale à Suarez que sa légalisation permettrait de mettre fin à «l'instabilité» et de «résoudre les graves problèmes économiques de l'heure».

Cela eu des conséquences de plus en plus sensibles jusque dans l'organisation des commissions ouvrières : au nom du processus de démocratisation le PCE dans les instances des commissions ouvrières orientait son activité vers la pseudo unification avec les syndicats socialistes et démocrates chrétiens, en liquidant de fait la pratique de masse des commissions ouvrières, les assemblées de travailleurs dans les usines etc. qui font la force des commissions et assure une solide

unité de classe ouvrière dans ses combats.

Ainsi, tandis que le PCE et tous les partis bourgeois d'Espagne n'ont qu'une chose en tête se placer pour les élections. L'affaire Carrillo a révélé la place du PCE à l'égard du mouvement de masse dont il veut capitaliser les acquis au terme d'une année de combat. C'est un parti bourgeois, dont les objectifs au cours de cette année se sont de plus en plus nettement éloignés de ceux des masses dans les faits et rapproché de ceux de Juan Carlos, notamment concernant la prise en mains de règlement de la crise économique. C'est pourquoi fier de son passage à Carabanchel où de nombreux prisonniers sont passés, y ont été torturés et sont morts, où aujourd'hui encore il y a des dizaines de prisonniers politiques, Carrillo décerne un brevet de démocratie à Juan Carlos et Suarez.

Grégoire CARRAT

## Tout le Pays Basque debout pour l'amnistie

C'est tout le Pays Basque jusqu'au plus petit village qui s'est dressé à l'occasion du nouvel an pour l'amnistie. C'est une tradition établie aujourd'hui là-bas : chaque fête est l'occasion de manifestations pour l'amnistie, pour la dissolution des corps répressifs. Il y a plus de 150 prisonniers politiques basques recensés. L'état d'urgence n'a jamais été levé au Pays Basque et chaque manifestation est violemment réprimée. Depuis quelque temps, des flics tirent systématiquement avec des balles en caoutchouc faisant de nombreux blessés. Un de nos camarades était même assassiné le jour de Noël à Pampelune.

Ainsi, pour le peuple basque, la libération de Carrillo après quelques jours passés à l'infirmerie de Carabanchel ne signifie pas un pas en avant vers la démocratie. Elle n'a presque rien à voir avec ses propres revendications. Cela est si vrai que la prochaine étape prévue par le PCE, sa prochaine mobilisation n'est pas la liberté pour les Basques et tous les prisonniers politiques, mais une mobilisation pour le retour de Dolores Ibarurri.

## A propos d'une interview de Yan Smith

## MENACES POUR 77

## L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE PRÉTEXTE A UNE INTERVENTION US

L'année 1976, aura par bien des égards été l'année de l'Afrique Australe. Le soulèvement des masses en Afrique du Sud, l'extension et l'approfondissement de la guérilla au Zimbabwe, l'agonie lente du régime Smith l'ont marquée. Mais l'effondrement de cette assise de l'impérialisme en Afrique a été le prétexte après l'affaire d'Angola d'une violente tentative d'intervention soviétique, qui a eu pour contre-coup une brutale intervention américaine qui soutient les régimes chancelants face aux ambitions soviétiques venant ainsi les revivifier quand ils sont condamnés par la lutte de libération des peuples mêmes.

C'est pourquoi Yan Smith peut encore déclarer assuré de ce soutien : «A l'heure actuelle il n'est pas question de songer à la défaite et à la retraite». Et il poursuit : «L'engagement direct d'une grande puissance aux côtés de nos adversaires créerait un problème nouveau... C'est aux pays du monde libre de faire en sorte que le Kremlin ne parvienne à réaliser ses ambitions». C'est pourquoi puissamment armée par les USA, la France via l'Afrique du Sud, le régime raciste multiplie les agressions contre ses voisins, notamment le Mozambique, la Zambie et le Botswana : ces provocations sont des-



tinées à pousser ces pays à faire appel à une aide étrangère importante de façon à justifier une intervention américaine plus massive du côté du régime de Smith. Les offres soviétiques au Botswana de lui fournir une aide militaire, remplissent les vœux de Smith. Ce régime ne survit et ne peut survivre que de la rivalité des deux super-puissances, en Afrique Australe dont les effets

viennent freiner les succès des peuples dans la lutte pour l'indépendance.

1977 sera-t-elle l'année d'une massive intervention des deux super-puissances ou l'année des victoires des peuples contre les régimes racistes et les tentatives hégémoniques des USA et de l'URSS ? Telle est la question que fait planer l'interview de Smith.

● HONDURAS : Le gouvernement a décidé de nationaliser 62 000 hectares de terres occupées par une filiale de la compagnie «US United Brands Company», la compagnie ferroviaire Tela, a annoncé le directeur de l'institut agraire national du Honduras. C'est l'application d'un décret d'août 1975 sur l'abolition des contrats de concession avec les compagnies de bananes étrangères.

● EQUATEUR : Le gouvernement a nationalisé le 31 décembre les biens de la compagnie pétrolière US, Guifol qui produit la quasi-totalité du pétrole du pays. Depuis 1973, les compagnies baissaient régulièrement la production de pétrole dans le pays pour contraindre le gouvernement à baisser les prix. Le gouvernement verserait à la compagnie 82 millions de dollars en dix ans au titre d'indemnisation.

● NIGERIA : Le gouvernement nigérien a nationalisé Esso Standard le 25 décembre. Une indemnité de 1 750 000 livres sterling lui sera versée.

● MADAGASCAR : Le président Ratsiraka vient d'annoncer la nationalisation de deux sociétés sucrières. En outre l'Etat prendra une participation de 67% dans deux autres compagnies. «Tous les secteurs vitaux doivent être nationalisés» a déclaré le chef de l'Etat.

## CONDITIONS DE TRAVAIL

# LE BRUIT, UN FLEAU DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Témoignage recueilli par René Duval

Julien travaille comme tourneur chez Nordon, une boîte de 1 200 ouvriers dans la région nancéenne, une boîte de grosse chaudronnerie. Une usine comme il y en a des milliers en France où les travailleurs subissent quotidiennement le bruit, finissent leur vie sourds. Mais le bruit, c'est surtout, surajouté à toutes les nuisances de l'atelier (vapeurs toxiques, fumées, rayonnements), une tension nerveuse insupportable qui détraque complètement la vie sociale.

J : Je commence ma journée à 6 h 30 du matin. Toutes les machines se mettent en route. Il y a à peu près 28 machines qui se mettent en route. C'est un atelier où il y a des tours ordinaires, plus des tours à décolleter ; ce sont des tours qui font beaucoup de bruit avec des sifflements. Le soir quand je rentre, j'ai le tympan qui vibre. La voix fait écho... Dans le fond de l'atelier, il y a des machines qui sont des tourneuses de flexibles. Ce sont des machines maison, elles ont 30 ans, 40 ans, tous les roulements sont foutus, ça fait un vacarme infernal. En plus dans l'atelier, ils font de la soudure à l'arc, vous êtes au tour, vous faites des pièces au centième de millimètre, dans ce travail c'est la vue qui est la plus importante, et vous ramassez des coups d'arc, vous ne voyez plus rien ; ils travaillent à 2 ou 3 mètres de nous... En plus, ils font de la soudure à l'étain, alors ils utilisent de l'acide chlorhydrique, de l'étain avec du plomb ; alors vous respirez des vapeurs.

L'atelier est restreint ; on n'arrive même pas à circuler entre les machines. Et puis, il y a les copeaux. Il y a eu un accident : un ouvrier qui travaillait sur un tour a eu la joue transpercée par un copeau. Quand on fait un décolletage avec des avances assez rapides, le copeau passe dans la main, on se fait brûler la main. Ou on peut se faire brûler à la poitrine ou dans le cou. Pas loin de là, il y a l'atelier de traitement thermique, le gars qui fait ça a une cagoule, il a un masque à gaz, des gants en amiante, mais rien n'est séparé, les portes sont ouvertes, toutes les odeurs se promènent là-dedans. Tout ça s'ajoute au bruit qui est le problème principal.

**QdP : D'où vient le bruit ?**

J : Ça vient surtout des vieilles machines. Il y a de l'usure. Ce sont des machines bricolées, rafistolées, on ne les change jamais, on refait les pignons, on refait les roulements...

**QdP : Qu'est-ce que tu ressens ?**

J : Le soir quand j'arrive chez moi, j'ai une tête comme ça, j'ai mal à la tête, je suis fatigué physiquement parce que j'ai fait du travail de production, nerveusement parce que le bruit ça agace, j'arrive chez moi, je suis énervé, je ne supporte plus rien, je fais tout de suite des querelles avec ma femme. Le bruit, c'est vraiment un fléau social, parce que ça joue sur tout. Moi, ça ne fait que 3 ans que je fais ce travail, mais pour les plus vieux... Il y a un gars, ça fait 30 ans, qu'il est là, c'est lui qui fait le plus de bruit, il tape, il cogne, ça ne le dérange pas parce qu'il est sourd, mais nous ça nous dérange. Depuis 3 ans que j'y suis, je ne suis toujours pas arrivé à me faire au bruit.

Nous les tourneurs, on est obligé de faire une production assez forte, et puis un travail précis, quand vous travaillez au centième de millimètres et que vous avez un barouf à côté de vous, vous vous énervez, vous arrêtez des pièces, vous faites des fausses cotes, vous mettez des pièces à la poubelle, vous perdez votre salaire, c'est infernal. On s'est plaint ; mais le patron prétend qu'il ne peut rien faire. Il faudrait couper l'atelier en deux et puis espacer les machines, il y a des tours qui sont espacés d'à peine un mètre...

**QdP : Comment se fait sentir cette tension nerveuse ?**

J : Il y a des bagarres qui arrivent. Un exemple récemment : un ouvrier de 52 ans va au magasin chercher quelque chose ; c'est un jeune de 18 ans qui est au magasin avec un P 3. Le gars de 52 ans sur les nerfs, il a couru après le jeune avec un marteau. Quand on veut dire quelque chose à quelqu'un, il faut aller près de lui sinon il n'entend pas. De toute façon, il faut toujours répéter 2, 3 fois, ils n'entendent pas, surtout le gars qui est au tour à décolleter.



Dans le bruit assourdissant des usines du textile. Ici, à Roubaix.

**QdP : Quelle est la surveillance médicale ?**

J : On a la visite une fois par an. Le toubib prend la tension, il écoute le cœur, mais pour les oreilles, jamais il ne fait d'exams. C'est la meilleure façon de ne rien voir ! Comme ça, il n'y a pas de problème. Il n'y a jamais eu de mesures de bruit dans l'atelier, d'ailleurs. On nous donne du coton pour mettre dans les oreilles, c'est tout ce qu'ils font.

**QdP : Et dans les autres ateliers ?**

J : Les autres ateliers, c'est encore pire. Ils font du meulage dans les cuves, ils tapent avec des masses pour tordre les bouts de ferraille, ils font du soudage. Tout le monde tape.

**QdP : Combien sont sourds ?**

J : Tous les vieux sont touchés. Il faut leur parler fort pour qu'ils comprennent quelque chose. Il y a peut-être un tiers qui sont sourds, mais c'est difficile à estimer, car il y a beaucoup de jeunes ne font que passer...

**QdP : Est-ce qu'il y a une insonorisation de ces ateliers ?**

J : Non, au contraire les murs sont faits en tôle ordinaire. Il y a tant de bruit qu'on l'entend de notre atelier.

**QdP : Y a-t-il eu des déclarations de maladie professionnelle ?**

J : Non, aucune.

## Des enquêtes accablantes

### Autant de raisons d'engager la lutte

De nombreuses enquêtes ont été faites en France et à l'étranger sur la surdité professionnelle. Les résultats sont accablants, sans que pour autant les patrons soient pressés de prendre des mesures.

En 1969, 4 036 ouvriers décolleteurs de la Vallée de Cluses étaient examinés. 1 433 étaient sourds. Il est vrai que les bruits étaient en moyenne de 107 décibels (B). Mais, le décolletage n'est toujours pas reconnu comme pouvant engendrer la surdité professionnelle. Même si cela avait été le cas, à cette époque, avec les critères très restrictifs qui sont adoptés, seuls deux travailleurs sur 1 433 auraient été reconnus. Il est vrai qu'à la même époque, sur la région Rhône-Alpes, neuf travailleurs seulement étaient indemnisés !

Ouvriers des presses à Renault-Billancourt



A Toulouse, dans les ateliers de constructions de Caravelle, les bruits étaient en moyenne de 140 dB.

Dans la région parisienne, sur 225 forgerons, 95 étaient sourds.

Dans une aciérie, les polisseuses de barre faisaient un bruit de 100 à 120 dB : 35 % des travailleurs exposés depuis six à quinze ans étaient sourds, contre 100 % de ceux exposés depuis plus de 15 ans.

Sur 2 415 cheminots allemands exposés à des bruits supérieurs à 90 dB, après 30 ans seuls 3,9 % ne présentaient aucun trouble de l'audition !

Il y a des dizaines d'enquêtes comme celles-ci : les mineurs de charbon, les ouvriers d'une fabrique de clous, dans une fabrique de munitions (bruits de presse,

de scies électriques), la moitié étaient sourds, les sidérurgistes (37 % de sourds) les ouvriers de la chimie, les ouvriers du textile (des bruits de 102 dB), les ouvriers forestiers (130 dB au blondin), les marins (102 dB dans les chambres de machines), les chauffeurs de camions, les conducteurs de locomotives, les tourneurs (99 dB sur les tours-révolvers et 43 % d'ouvriers sourds etc etc...)

Le seuil ne pas dépasser est 80 décibels !

Faire baisser les niveaux sonores à ce seuil, exiger des contrôles médicaux fréquents, (tous les six mois, un audiogramme), c'est par la lutte que les travailleurs mettront fin à cette destruction cynique et froidement calculée de leur santé.

# DANS NOTRE COURRIER

## Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Miriesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armittière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours)

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>

«Olympic», 10 rue Boyer

«Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

**ENTRÉE GRATUITE** aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F .....
- Abonnement de soutien ..... 500 F .....
- Abonnement de soutien ..... F .....

Mode de versement :

- En une fois .....
- En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

## «NOUS VOUDRIONS ORGANISER UN BUREAU DE PRESSE SUR DUNKERQUE»

Camarades,

Nous voudrions organiser sur Dunkerque un bureau de presse. Il nous faudrait une carte de correspondant local. De plus nous aimerions connaître votre avis sur l'orientation à donner à ce bureau de presse. Est-il plus utile d'envoyer de nombreuses correspondances sur des sujets très variés ou au contraire de réaliser de grandes enquêtes ou reportages qui prennent plus de

temps mais se limitent à un sujet bien précis.

Si vous pouviez nous mettre en contact avec un bureau de presse déjà existant, ou nous donner un exemple concret, cela ne pourrait que nous aider. De plus nous aimerions savoir quel genre de photos nous pouvons envoyer (format et type d'appareils à utiliser).

De notre côté nous savons que nous ne pouvons tout attendre du centre, c'est pourquoi nous avons décidé de

nous mettre immédiatement au travail. Vous trouverez avec cette lettre le résultat d'une conversation qu'un camarade de FPA a eu avec ses copains d'atelier sur la télévision. Nous vous ferons parvenir aussi dès la semaine prochaine de nouveaux articles sur les luttes qui se mènent à Dunkerque, particulièrement aux usines Luterma et Texac (textile) où plus de 300 emplois seront supprimés. Salutations communistes

D'autre part, il est nécessaire qu'un bureau de presse réalise des enquêtes et reportages. Sur Dunkerque par exemple la vie d'un sidérurgiste, l'attitude des travailleurs d'Usinor face à la situation de la sidérurgie etc...

Pour ce qui est des photos, c'est très bien de penser à nous en envoyer. Le mieux quand c'est possible c'est de nous les envoyer déjà tirées sur papier si vous en avez les moyens. Certains correspondants nous ont déjà ainsi fourni d'excellentes photos. Mais sur ce point Vincent Cevert pourra vous donner des précisions.

Pour finir nous vous souhaitons bon courage en formulant le vœux (c'est la période) que votre initiative soit suivie par beaucoup d'autres dans toute la France.

Voilà une excellente initiative qui contribuera à élargir les capacités du Quotidien du Peuple pour rendre compte de ce qui se passe dans la région proche de Dunkerque. «Le plus utile ? Nombreuses correspondances variées ou grandes enquêtes ?» Les deux sont nécessaires pour faire un journal. D'une part un bureau

de presse régional doit être à l'affût de tout ce qui se passe dans son secteur. C'est bien sûr les «correspondances de luttes» que de nombreux lecteurs nous envoient. Mais un bureau de presse doit plus largement rendre compte du tac au tac de tout. L'intoxication alimentaire dans une école, le déraillement d'un train...

etc... Il doit «couvrir» la situation politique locale. Nous sommes à la veille des municipales, à quelles déclarations donnent-elles lieu ? Comment les interpréter ? Selon l'importance de l'événement c'est sous forme de simple «nouvelles brèves» ou d'un article plus ou moins développé.

### THÉÂTRE DE LA VILLE

Du 4 au 15 Janvier à 18 h 30

#### Le groupe chilien Quilipayun

### UN OUTIL POUR LA LUTTE (Extraits de l'éditorial du N°1)

Pour démonter les mensonges de chaque patron au niveau de l'entreprise, comme de la bourgeoisie dans son ensemble au niveau national, pour pouvoir nous organiser à temps pour riposter aux mauvais coups qu'on nous prépare, il est indispensable que la connaissance de «l'économie» ne soit pas une chasse gardée de nos exploités. Ce bulletin d'informations économiques «POUR LA LUTTE» vise à fournir à tous les travailleurs les éléments de cette connaissance de la situation économique. Pour y parvenir nous nous plaçons fermement du point de vue des besoins de la lutte, du point de vue des questions que se posent aujourd'hui les travailleurs.



- TABLEAU DE BORD DE LA CRISE
- AUTOMOBILE
- TEXTILE
- BTP
- CITROEN
- RHONE-POULENC
- LE CHOMAGE

### L'indice de janvier

L'indice de janvier, pour moi, il est déjà tout calculé. Pour moi et pour quelques millions d'autres. Mon propriétaire, qui possède dans le même immeuble une dizaine de logements comme le mien, vient de m'envoyer ses vœux de bonne année : «conformément aux dispositions légales... 6,5 % d'augmentation ! Comme mon loyer représente un tiers de mon salaire (et des millions d'autres sont comme moi), le calcul est vite fait : ça fait

déjà, avant que le mois soit commencé, 2,2 % de hausse du coût de la vie. En attendant les autres augmentations. J'attends de pied ferme les statistiques truquées qu'on nous présentera dans deux mois. Et je constate que s'il faut attendre, d'après monsieur Barre, des rallonges de salaires distillées au compte-gouttes, par contre sur les loyers, on y va ferme, d'un seul coup, et de bon cœur.

Un lecteur de Paris 20<sup>e</sup>

### Réunion de lecteurs et amis

DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Vendredi 7 janvier 1977

Salle 407 - 4<sup>e</sup> étage

Complexe de la République - Place de la République à PAU

Ordre du jour :

- Quel journal nous voulons pour la lutte
- Le plan Barre et la construction du Front du Lutte contre la crise
- La situation en Espagne



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## feuilleton

# 325 000 FRANCS

de  
**Roger VAILLAND**

Editions Buchet-Chastel

## Dernier épisode

Quand nous fûmes seuls, je demandai à Cordélia :

« M'expliqueras-tu pourquoi il n'a pas remis l'argent à Marie-Jeanne? Pourquoi il s'est sauvé, comme s'il avait volé ces 300 000 francs, au lieu d'en avoir fait cadeau à son copain? »

— Parce qu'il était honteux.

— Il me semblerait plus normal qu'il se fût pavané.

— Il était honteux parce que selon sa morale à lui, il aurait dû consacrer l'argent qu'il venait de gagner comme par miracle, à acheter les boeufs et les vaches dont son père avait besoin, et dont il aurait lui-même besoin par la suite. »

Il craignait aussi de paraître bête. Selon sa conception de l'intelligence, on ne gaspille pas 300 000 francs, sur un élan du cœur.

« Bien sûr, dis-je, bien sûr... »

Busard refusa de croire au récit du Bressan. Il resta persuadé que Cordélia lui avait soufflé ce qu'il devait dire. Il continua de maltraiter Marie-Jeanne.

Au moment où j'achève d'écrire ce récit, on me dit que depuis trois mois les traites souscrites à Jambé d'Argent n'ont pas été honorées. Je n'en suis pas surpris, la maussaderie de Busard ayant peu à peu découragé les clients. Mme Lemerrier vient de confier à Cordélia que son gendre songe à mettre le fonds en vente et à reprendre du travail à l'usine; avec un peu d'entraînement on peut servir une presse à injecter avec une seule main; Jules Morel accepte qu'il en fasse l'essai. Marie-Jeanne a perdu sa clientèle de lingère; mais Paul Morel lui offre une place dans les ateliers d'assemblage; « elle sera moins esclave que dans le commerce. »

Ils vivront tous les trois dans le baraquement de la Cité Morel, que la mère a eu la sagesse de ne pas abandonner pour un logement plus petit. Busard gagnera maintenant 190 francs de l'heure, une grève déclenchée dans le mouvement d'indignation qui avait suivi sa mutilation ayant abouti à une nouvelle augmentation de dix francs.

Il touche aussi sa pension d'invalidité du travail.

« Nous serons pas mal à l'aise », dit Mme Lemerrier.

FIN

De «French Cancan» à Custer

## UN TRISTE DIMANCHE SUR LE PETIT ÉCRAN

La période des fêtes de fin d'année est, traditionnellement, une période « faste » pour la télévision. La grève des artistes-interprètes qui se poursuit (les dernières négociations ayant échouées en raison de l'intransigeance des directeurs de chaîne et de M. Edeline, président de la SFP), avait déjà compromis sérieusement les projets ambitieux des responsables des trois chaînes. Le choix des films présentés dimanche donnait moins

scénario assez niais : comment une jeune blanchisseuse devient danseuse de cabaret, et abandonne son fiancé (un apprenti boulanger) pour le directeur du «Moulin Rouge».

L'auteur a bien essayé de reconstituer l'ambiance du quartier de Montmartre à la Belle Époque (Belle pour qui?), avec ses «apaches», ses bals populaires, bref tout un folklore populiste assez éloigné de la réalité.

samment rares, pour qu'on leur accorde une attention particulière, surtout quand ils passent à la télévision. C'est le cas du «téléphone rose» (le film du dimanche soir sur TF 1), réalisé en 1975 par Edouard Molinaro et interprété par Pierre Mondy, Mireille Darc, Michel Lonsdale. Un film bien dans la manière du cinéma français, qui a tendance à ramener tous les problèmes, y compris les plus graves, à des histoires de fesses.

revendications syndicales, de coups de théâtre permettant de relancer une intrigue plutôt languissante.

Sans parler des rapports entre le délégué syndical et le patron, qui jouent ensemble au rugby et sont deux bons copains ! La morale du conflit, c'est Castejac (Pierre Mondy) qui la tire : «Les ouvriers sont des gamins qu'il faut protéger contre les méchants capitalistes venus des États-Unis». Un langage que ne désavouerait pas Monsieur Beullac.



«French Cancan» : un folklore populiste éloigné de la réalité

l'impression d'un feu d'artifice que d'un bouquet de... navets.

### FRENCH-CANCAN : UN MONTMARTRE FRELATÉ

Certes, il y avait sur Antenne 2 à 16 h, le film de Jean Renoir «French Cancan», un spectacle haut en couleurs (mais la majorité des Français doit se contenter d'un récepteur noir et blanc), avec des acteurs de qualité : Jean Gabin, Françoise Arnoul, etc. A vrai dire, ce n'était pas du meilleur Renoir, tout au plus un honnête film commercial, habilement ficelé, sur un

Cela sonnait faux, en particulier à cause du tournage en décors artificiels.

Jean Gabin, plus massif et bougon que jamais, incarnait le directeur de cabaret pour qui le spectacle «passe avant l'argent et l'amour». Philosophie bien frelatée, et on se sentait tout-à-fait du côté du fiancé de la danseuse, prêt à casser la figure à ce sinistre personnage.

### DES CONFLITS SOCIAUX À LA COMÉDIE DE BOULEVARD

Les films français qui portent sur la réalité sociale de notre pays sont suffi-

Le thème, pourtant, ne manquait pas d'intérêt : Benoît Castejac, propriétaire d'une petite entreprise de la région de Toulouse, se voit contraint de vendre son entreprise à un important groupe américain, qui ne cache pas son intention de licencier un bon quart du personnel. Pour mieux convaincre Castejac de signer le contrat, les responsables du trust américain ont la bonne idée de glisser une «call-girl» (traduisez : une prostituée de haut vol) dans son lit. Et voilà le film transformé en comédie à l'eau de rose, où les ateliers de l'usine ne sont là que pour servir de décors épisodiques à l'action, les ouvriers, de figurants, les

### TÉLÉVISION FRANÇAISE ET IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Le seul moment intéressant de la journée fut un reportage de Georges Arnaud sur la secte Moon, qui s'efforçait de relier le développement de cette pseudo «Eglise Universelle» au régime de la Corée du Sud, démontait le mécanisme de ses entreprises commerciales (et particulièrement d'armement), et démasquait le caractère foncièrement anti-communiste et fascisant de cette organisation. Un reportage de grande qualité qui apportait peu d'éléments nouveaux, mais s'efforçait de faire le tour de la question.

Enfin, notons au passage que TF 1 (à 17 h 50) avait présenté un film d'aventures où l'on voyait Gary Cooper, médecin américain installé aux Philippines, mater une insurrection de rebelles. FR 3 présentait, le soir même (Cinéma de Minuit) le portrait d'un autre grand massacreur d'indiens, le général Custer. Deux films faisant ouvertement l'apologie de l'impérialisme américain, faut-il voir là plus qu'une coïncidence ?

J.P. Boulogne

## Programme télé

### MARDI 4 JANVIER

#### TF 1

13 h 45 - Restez donc avec nous  
14 h 45 - La demoiselle d'Avignon  
17 h 00 - Télévision scolaire  
18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - La lune papa  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Mini-chronique  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La révolte des abeilles  
21 h 45 - Des idées et des hommes  
22 h 30 - Journal

#### A 2

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2  
18 h 00 - Fenêtre sur...  
18 h 40 - Au cœur des choses

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - La caméra invisible  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les dossiers de l'écran - Section spéciale  
Débat : La justice de Vichy et les Allemands  
23 h 50 - Journal

#### FR 3

18 h 30 - Point-contrepoint  
18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Aventures - Le secret de la planète des singes  
22 h 00 - Journal

# SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS -4-

Nous poursuivons ici, la publication du texte inédit de Mao Tse-toung, rédigé en 1956, sur les dix grands rapports. Dans son discours de clôture de la conférence sur le mouvement pour que l'agriculture prenne exemple sur Tatchai, Hua Kouo-feng, président du Parti Communiste Chinois

souligne que ce texte a été étudié en détail par les participants de la conférence et sera étudié dans toute la Chine. Ce texte avance «les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme suivant le principe quantité, rapidité, qualité et économie» indique Hua Kouo-feng.

25 avril 1956  
MAO TSÉ-TOUNG

## - VII - LE RAPPORT ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LES PARTIS NON COMMUNISTES

Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs ? Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel.

Dans notre pays subsistent encore de nombreux partis démocrates qui, créés durant la guerre de résistance contre le Japon et la lutte contre Tchiang Kai-chek, sont constitués essentiellement d'éléments de la bourgeoisie nationale et de ses intellectuels. Sur ce point, notre pays diffère de l'Union Soviétique. Nous avons maintenu à dessein les partis démocratiques, leur donnant la possibilité de s'exprimer et appliquant à leur égard une politique d'union et de lutte. Nous devons unir à nous toutes les personnalités démocrates qui formulent avec de bonnes intentions des remarques à notre endroit. Nous devons continuer de faire valoir l'enthousiasme des hommes animés de patriotisme qui appartenaient aux milieux militaires et politiques du Kuomintang, tels que Wei Li-houang et Weng Wen-hao. Quant à ceux-là même qui lancent les injures contre nous comme Long Yun, Liang Chou-ming, Peng Yi-hou et consorts, nous devons assurer matériellement leur existence tout en leur permettant de dire du mal de nous. Si leurs accusations sont dénuées de fondement, nous les réfutons ; dans le cas contraire, nous les prenons en considération. Cela est plutôt avantageux pour le Parti, le peuple et le socialisme.

Puisqu'il existe encore en Chine des classes et la lutte des classes, il ne peut manquer d'y avoir une opposition sous une forme ou sous une autre. Bien que les partis démocratiques et les personnalités démocrates sans-parti aient tous déclaré qu'ils accepteraient la direction du Parti Communiste Chinois, nombre de gens au sein de ces partis et parmi ces personnalités sont en fait plus ou moins dans l'opposition. Sur des questions comme «mener la révolution jusqu'au bout», le mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, la réforme agraire, ils ont été à la fois pour et contre. Aujourd'hui encore, ils font des réserves sur la répression des contre-révolutionnaires. Ils ont affirmé que le programme commun était la perfection même, pour ne pas avoir une constitution de type socialiste ; mais lorsque celle-ci a été élaborée, ils ont tous levé la main pour l'approuver. Les choses évoluent souvent vers leur contraire et il en va de même pour l'attitude des partis démocratiques à l'égard de nombreux problèmes. Ils sont dans l'opposition tout en n'y étant pas ; ils passent souvent de l'opposition à la non-opposition.



Mao Tsé-toung parmi les paysans

Le parti communiste et les partis démocratiques sont tous des produits de l'histoire. Or, toute création de l'histoire doit disparaître dans le cours de l'histoire. Ainsi le parti communiste disparaîtra un jour, de même que les partis démocratiques. Et cela sera-t-il tellement pénible ? Non. Je pense qu'on en sera fort satisfait. Si un beau jour on n'a plus besoin de parti communiste ni de dictature du prolétariat, je trouve que ce sera vraiment bien. Notre tâche consiste précisément à hâter leur disparition. C'est un point de vue que nous avons déjà exprimé à maintes reprises.

Mais actuellement, le parti prolétarien et la dictature du prolétariat sont absolument nécessaires, et ils doivent continuer d'être renforcés. Sinon, il ne serait pas possible de réprimer les contre-révolutionnaires, de résister à l'impérialisme, de construire le socialisme ni de le consolider lors même qu'on l'aurait édifié. La théorie de Lénine sur le parti prolétarien et la dictature du prolétariat n'est nullement «éprouvée» comme certains le prétendent. La dictature du prolétariat ne peut s'exercer sans une très grande force de contrainte. Nous devons cependant nous opposer à la bureaucratie et au gonflement des organes d'État. Je propose que les organismes du Parti et du gouvernement soient fortement simplifiés et leur importance réduite des deux tiers, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas mort d'homme et que le déroulement du travail n'en soit pas affecté.

Toutefois, simplifier les organismes du parti et du gouvernement ne signifie pas qu'on ne veuille plus de partis démocratiques. J'espère que vous prendrez bien en main le travail de front uni, de manière à améliorer nos rapports avec eux et à faire valoir autant que possible leur enthousiasme pour servir le socialisme.

## - VIII - LE RAPPORT ENTRE LA RÉVOLUTION ET LA CONTRE-RÉVOLUTION

Quel facteur représente la contre-révolution ? C'est un facteur négatif, un facteur subversif, une force d'opposition au facteur positif. Les contre-révolutionnaires peuvent-ils être transformés ? Il est évident que certains d'entre eux, des irréductibles, ne sauraient l'être. Mais, dans les conditions de notre pays, la majorité d'entre eux se transformeront à des degrés divers. Étant donné que nous avons adopté une politique juste à l'égard des contre-révolutionnaires, beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque service.

Les points suivants sont à souligner :

• Premièrement, il faut reconnaître que la répression des contre-révolutionnaires en 1951-1952 a été nécessaire. D'aucuns pensent qu'elle n'était pas indispensable. Ce point de vue est erroné.

Les mesures à prendre à l'égard des contre-révolutionnaires sont l'exécution, l'emprisonnement, la surveillance et la remise en liberté.

L'exécution, tout le monde sait ce que cela signifie. L'emprisonnement, c'est la détention pour la rééducation au sein de la société sous le contrôle des masses populaires. La remise en liberté veut dire que, d'une façon générale, on n'arrête pas ceux dont l'arrestation n'est pas absolument nécessaire, et qu'on relâche ceux qui, une fois arrêtés, ont fait preuve d'une bonne conduite. Que les contre-révolution-

naires soient traités de manière différente selon les cas, cela est nécessaire.

Je ne m'entends ici que sur le problème de l'exécution. Nous avons exécuté un certain nombre de gens au cours du mouvement de répression des contre-révolutionnaires. Quels étaient ces individus ? C'étaient des éléments contre-révolutionnaires qui avaient de lourdes dettes de sang à payer et que les gens du peuple haïssaient profondément. Dans une grande révolution impliquant 600 millions d'hommes, le peuple n'aurait pu se dresser, si l'on n'avait pas supprimé les «tyrans de l'est» ou les «tyrans de l'ouest». Sans cette répression, le peuple n'approuverait pas la politique de clémence que nous pratiquons aujourd'hui.

Il y a maintenant des gens, qui ayant entendu dire que Staline avait fait tuer à tort un certain nombre de personnes, prétendent que nous avons également exécuté par erreur ces éléments contre-révolutionnaires, ce point de vue n'est pas juste. Affirmer entièrement le bien-fondé de ces exécutions revêt aujourd'hui une signification pratique.

• Deuxièmement, il faut reconnaître qu'il existe encore des contre-révolutionnaires, mais que leur nombre a fortement diminué. Le dépistage des contre-révolutionnaires que nous avons effectué à la suite de l'affaire Hou Feng était nécessaire.

Il faut continuer de débusquer ceux qui sont restés cachés. Il convient de souligner qu'il existe encore un petit nombre de contre-révolutionnaires qui se livrent à toutes sortes d'activités de sappe. Par exemple, ils tuent des bœufs, mettent le feu aux céréales, font du sabotage dans les usines, dérobent des renseignements et affichent des slogans réactionnaires. Donc, il est erroné de dire que tous les contre-révolutionnaires sont éliminés et que nous pouvons dormir sur nos deux oreilles. Tant que la lutte de classes existera en Chine et dans le monde, nous ne devons jamais relâcher notre vigilance. Néanmoins, il est également faux de dire que les contre-révolutionnaires sont encore très nombreux.

• Troisièmement, au cours de la répression des contre-révolutionnaires dans la société, nous devons désormais procéder le moins possible aux arrestations et aux exécutions. Toutefois, comme ces contre-révolutionnaires sont les ennemis qui oppriment directement les gens du peuple et font l'objet de leur haine mortelle, il faut en exécuter un petit nombre. La majorité d'entre eux doivent être confiés aux coopératives agricoles qui se chargeront de les faire participer à la production sous surveillance et de les rééduquer par le travail. Cependant, nous ne pouvons pas encore déclarer qu'aucune exécution n'aura plus lieu, et la peine capitale ne saurait être abolie.

Nous publierons demain la suite du point VIII ainsi que le point IX.  
(à suivre)